

TANZANIE / CHINE : La Tanzanie fête 60 ans de relations avec la Chine | **NIGER / RUSSIE :** Tiani et Poutine se sont entretenus pour « renforcer » leur coopération sécuritaire - Au Sahel, le retour de la guerre froide | **ETHIOPIE :** L'Éthiopie mettra en service son méga-barrage hydroélectrique cette année - Éthiopie-Somaliland / Abiy minimise les craintes de guerre avec la Somalie - L'Éthiopie, nouvelle terre promise du bitcoin? | **SOUDAN :** Face à la guerre, la solidarité s'organise au Soudan | **MOZAMBIQUE :** Vague de violences djihadistes au Mozambique | **RDC :** Pillage de la RD Congo / la duplicité de la communauté internationale fait le jeu du Rwanda - Est de la RDC / « les M23-RDF se rendent en masse » (FARDC) | **CAMEROUN / TUNISIE :** Miguel, Camerounais dans un camp en Tunisie : "Le racisme a cassé tous mes rêves" | **TUNISIE :** L'Association des étudiants africains maintient la pression après la disparition de son ex-président - 5 corps de migrants repêchés et 663 autres secourus en Méditerranée | **LIBYE :** une "fosse commune" a été découverte avec au moins 65 corps de migrants | **CENTRAFRIQUE :** la MINUSCA annonce le déploiement des Casques bleus supplémentaires | **EGYPTE :** Découverte d'une tombe ornée de splendides peintures murales vieilles de plus de 4300 ans - Egypte / Palestine / ONU : António Guterres rencontre Sameh Shoukry au Caire | **SENEGAL :** Présidentielle au Sénégal - le vainqueur annoncé Diomaye Faye rassure les partenaires étrangers | **ZIMBABWE :** raid de la police dans le sanctuaire d'une secte chrétienne.



Sources photo : Ntare Rushatsi House , The African Royal Families, lecourrier.vn , InfoMigrants, Le Monde, Mediacongo, connaissanceedesarts.com, Africanews, TV5MONDE Info, Le Matin, L'Orient-Le Jour, Vatican News, DW, Les Echos du Niger, FRANCE 24, RFI, Le 360 Afrique

Afrique du Sud

Afrique du Sud: au moins 45 morts après la chute d'un bus depuis un pont

28/03/2024 / bfmtv.com

Le véhicule a fait une chute d'une cinquantaine de mètres du haut d'un pont avant de s'écraser au fond d'un ravin.

La quasi totalité des passagers d'un bus, soit 45 personnes, sont morts jeudi en Afrique du Sud dans un [grave accident de la route](#), le véhicule ayant fait une chute d'une cinquantaine de mètres du haut d'un pont avant de s'écraser au fond d'un ravin.

"L'accident, impliquant un bus transportant apparemment des passagers du Botswana à Moria (nord, ndlr), a fait au moins 45 morts et un blessé grave", a annoncé le ministère des Transports dans un communiqué.

"Le chauffeur aurait perdu le contrôle de son véhicule, percutant les barrières de sécurité sur le pont. Le bus est passé par-dessus le pont et a heurté le sol, où il a pris feu", a précisé le ministère.

L'Irlande va intervenir dans le procès intenté par l'Afrique du Sud contre Israël pour génocide

28/03/2024 / euractiv.fr

L'Irlande a déclaré mercredi (27 mars) qu'elle interviendrait dans le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud contre Israël, ce qui constitue le signal le plus fort à ce jour de l'inquiétude de Dublin concernant les opérations israéliennes menées à Gaza depuis le 7 octobre.

En annonçant cette intervention, le ministre des Affaires étrangères, Micheál Martin, a déclaré que s'il appartenait à la Cour de décider si un génocide était commis, il tenait à préciser que l'attaque du Hamas du 7 octobre et ce qui se passe actuellement à Gaza *«représentent une violation flagrante du droit humanitaire international à grande échelle»*.

« La prise d'otages. Le blocage délibéré de l'aide humanitaire aux civils. Le ciblage de civils et d'infrastructures civiles. L'utilisation aveugle d'armes explosives dans des zones peuplées. L'utilisation de biens civils à des fins militaires. Le châtement collectif d'une population entière », a déclaré M. Martin dans un communiqué.

« La liste est longue. Cela doit cesser. Le point de vue de la communauté internationale est clair. Trop c'est trop. »

En janvier, la Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël de s'abstenir de tout acte susceptible de relever de la convention sur le génocide et de veiller à ce que ses troupes ne commettent aucun acte génocidaire contre les Palestiniens, après que l'Afrique du Sud a accusé Israël de génocide dirigé par l'État à Gaza.

Élections en Afrique du Sud: pourquoi l'ANC s'attaque au nom du parti de l'ex-président Jacob Zuma

Le : 28/03/2024 / rfi.fr

L'ANC, au pouvoir en Afrique du Sud, a réclamé mercredi devant un tribunal que le parti politique soutenu par l'ex-président Jacob Zuma change de nom et de logo, dénonçant un « *vol de propriété intellectuelle et de patrimoine* ». Un nouvel épisode dans l'affrontement entre l'ex-chef de l'État, poussé à la démission en 2018, et son ancienne formation, à deux mois des élections générales sud-africaines.

En **Afrique du Sud**, le nom d'un parti politique est au centre d'une bataille juridique. Il s'agit d'un petit parti, nouvellement formé – Umkhonto We Sizwe, également appelé MK – soutenu par l'ancien président du pays Jacob Zuma (2009-2018).

L'African National Congress (ANC) – formation au pouvoir depuis la fin de l'apartheid – a saisi la justice le 27 mars 2024 pour interdire l'utilisation de ce nom, dénonçant un vol de « *propriété intellectuelle et de patrimoine* ».

« Umkhonto We Sizwe » veut dire « *lance de la nation* », en zulu. C'était surtout le nom de la branche armée de l'ANC pendant l'apartheid, responsable d'opérations de sabotage, de guérilla urbaine. Et surtout, c'était une branche dirigée par Nelson Mandela, premier président noir du pays. Tout un symbole, puis MK représente donc la résistance armée contre l'apartheid.

L'ANC a déposé une requête en urgence pour empêcher ce petit parti d'utiliser le nom, estimant qu'il s'agit d'une utilisation illégale d'une marque, d'un symbole et de l'héritage de l'ANC. D'autant plus que le logo de nouveau parti est un combattant muni d'une lance et d'un bouclier, quasiment identique à celui de l'ancienne organisation armée.

Élections générales en mai

Pourquoi cette bataille juridique maintenant ? Parce que le pays organise des élections générales le 29 mai 2024, que l'ANC est en perte de vitesse et qu'elle craint que MK attire les déçus de l'ANC avec sa rhétorique plus offensive. Mais également parce que cette nouvelle formation pourrait prêter à confusion en se faisant passer pour un parti lié à l'ANC. D'autant plus que MK est soutenu par l'ancien président Jacob Zuma.

Ce dernier est en conflit avec l'ANC, depuis son éviction à la tête du pays en 2018 et de cette formation politique, suite à de multiples affaires de corruption. Un Jacob Zuma encore très populaire dans sa province d'origine, le Kwazulu Natal, qui est la deuxième plus grosse province en termes de nombre d'électeurs. MK pourrait donc sérieusement affaiblir l'ANC, les sondages lui donnant jusqu'à 13% des voix au niveau national. L'ANC a tenté d'empêcher MK de se présenter aux élections du 29 mai mais elle a perdu cette bataille juridique et essaie donc d'obtenir qu'il change de nom.

En Afrique du Sud, la fin tragique du patron de l'ancien propriétaire de Conforama

lesechos.fr/le 26 mars 2024

Markus Jooste voyait l'étau se resserrer autour de lui ces derniers jours. Mercredi dernier, l'ancien patron du géant de la literie et de l'ameublement Steinhoff s'est vu infligé une amende salée d'environ 23 millions d'euros par la Financial Sector Conduct Authority (FSCA), le régulateur financier du pays. Les Hawks, l'unité spécialisée de la police, l'avaient également informé qu'il était visé par un mandat d'arrêt et devait se rendre aux autorités.

« M. Jooste se serait suicidé dans l'après-midi du 21 mars 2024 » a indiqué la police, après avoir retrouvé son corps blessé par balle sur le littoral rocailleux d'Hermanus, où il résidait. D'ancien magnat à paria, [la trajectoire de Markus Jooste](#) a basculé en 2017, lorsqu'il a dû démissionner suite à la découverte de fraudes massives dans les multiples entreprises de la galaxie Steinhoff. Dans un rapport, la société d'audit PwC a relevé la création de plus de 6 milliards d'euros « de bénéfices et d'actifs à partir de transactions fictives irrégulières » au sein de ce groupe qui avait multiplié les rachats. L'entreprise aura finalement fini sa course l'année dernière, liquidée et dissoute.

Depuis, le roi de l'ameublement vivait acculé, [une épée de Damoclès](#) au-dessus de sa tête, avec la justice allemande et sud-africaine après lui et la perspective d'années de procès.

Algérie

Maghreb sans le Maroc : l'Algérie a proposé une « nouvelle formule »

27 Mars 2024 / tsa-algerie.com

Des rencontres qui ont eu lieu tout récemment au plus haut niveau entre les responsables algériens et leurs [homologues de Tunisie](#), de Libye et de Mauritanie.

Certains y ont vu une tentative de relancer l'Union du Maghreb arabe (UMA) sans le Maroc. Interrogé en conférence de presse ce mardi 26 mars, le ministre des Affaires étrangères algérien a livré quelques réponses.

« L'UMA est dans le coma », a lâché d'emblée Ahmed Attaf, rappelant que l'organisation « n'a aucune activité, ni même un secrétaire général avec les prérogatives d'un secrétaire général ».

Revenant sur les contacts effectués par le président Abdelmadjid Tebboune et par lui-même, Attaf a expliqué que, depuis presque une année, le président de la République souligne dans toutes ses rencontres avec les dirigeants ou les ministres des Affaires étrangères maghrébins, que l'Afrique du Nord est l'unique région en Afrique, peut-être au monde, qui n'a pas de cadres de discussion et n'a pas de position commune vis-à-vis des questions internationales. Il a donc « tenté de leur faire accepter l'idée de combler ce vide ».

Maghreb sans le Maroc : les explications d'Ahmed Attaf

Néanmoins, poursuit le chef de la diplomatie algérienne, « combler le vide ne signifie pas créer une alternative à ce qui existe ». « L'UMA existe mais elle est dans le coma, toutes ses institutions n'ont pas été dissoutes, les conventions ne sont plus en vigueur vu les circonstances mais elles sont là », soutient-il.

La question qui s'est posée est la suivante « En attendant le retour de l'UMA à la vie, devons-nous nous résigner à rester dans cette situation ? »

C'est pourquoi, dit Ahmed Attaf, le président Tebboune a « proposé une formule ». « Lorsque je me suis rendu dans les pays maghrébins comme envoyé spécial du président, ma mission était de leur expliquer ce dossier », témoigne-t-il, sans toutefois rien révéler de la nouvelle « formule » présidentielle.

Après la réunion qui a eu lieu en marge du sommet des pays exportateurs de gaz début mars à Alger, un sommet des chefs d'État est programmé, annonce Ahmed Attaf.

« Il aura lieu dans un avenir que je pourrais qualifier de proche », indique-t-il, sans préciser le pays qui va l'abriter ni les chefs d'État qui y prendront part. Interrogé sur une prétendue « réticence » de la Mauritanie, il a seulement suggéré au journaliste qui a posé la question de « suivre l'actualité ».

L'Algérie tourne la page de l'expropriation de ses biens immobiliers à Rabat

yabiladi.com/ 27 mars 2024

L'Algérie a décidé de tourner la page de l'expropriation de certains de ses biens immobiliers à Rabat. Une annonce faite, mardi 26 mars à Alger lors d'un point de presse, par le ministre algérien des Affaires étrangères, rapportent des médias locaux.

Ahmed Attaf a souligné avec prudence que « cette question a été soulevée par les Marocains et nous y avons répondu, ce qui a amené le Maroc à prendre une décision que nous jugeons appropriée, l'affaire étant ainsi close ».

Le ton modéré adopté par le chef de la diplomatie tranche avec les menaces de représailles proférées par son département, le 17 mars. Alger avait alors promis, [dans un communiqué](#), de « répondre à ces provocations par tous les moyens qu'il jugera appropriés », notamment de « recourir à toutes les voies et à tous les moyens de droit disponibles, notamment dans le cadre des Nations unies pour assurer le respect de ses intérêts ».

Angola

Bénin

Bénin : le plaidoyer de Noël Chadaré pour le secteur privé

26/03/2024/lanouvelletribune.info

Le **Secrétaire général de la Confédération des organisations syndicales indépendantes** du Bénin (**Cosi-Bénin**) était l'invité du Grand Format de **Canal3** ce dimanche 24 mars 2024. **Noël Chadaré** s'est prononcé sur les récentes mesures qui ont été prises par le gouvernement en faveur des Aspirants au métier d'enseignant (Ame) ainsi qu'à l'endroit des agents de collectivités locales.

Tout en remerciant le gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs concernés, le syndicaliste a demandé aux dirigeants béninois de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Pour lui, les mesures sociales doivent s'étendre aux autres employés des entreprises publiques telles que ceux du **Centre national hospitalier et universitaire Hubert Koutoukou Maga**. Il a également évoqué le cas des travailleurs évoluant dans le secteur privé.

Pour lui, les autorités béninoises devraient initier des mesures incitatives afin d'amener les responsables à revoir la grille salariale des travailleurs du secteur privé. « **Même si le pouvoir dit qu'il faut laisser la politique salariale aux chefs d'entreprise, le président de la République devrait continuer à influencer et à parler avec les chefs d'entreprises privées** », a déclaré Noël Chadaré pour évoquer les conditions de travail dans le secteur privé.

« **Il faut un peu d'efforts envers les Pme. Si on peut accorder certaines facilités aux entreprises privées afin de leur permettre de revaloriser les salaires de leurs employés, ce serait bien. Ils nous disent qu'ils sont coincés. On peut les stimuler en offrant des avantages à ceux qui revalorisent les salaires de leurs employés** », a poursuivi le syndicaliste lors de sa sortie médiatique ce dimanche. L'intervention du Secrétaire général de la Confédération des organisations syndicales indépendantes du Bénin (Cosi-Bénin) est intervenue peu après l'annonce relative à l'amélioration des conditions de vie et de travail des Aspirants au métier d'enseignant (Ame) et la revalorisation des salaires des agents des collectivités locales.

Désormais, la rémunération des Ame passe de 11 à 12 mois dès cette année scolaire. Ils bénéficient d'une assurance maladie au même titre que les fonctionnaires de l'État. Les Ame de **sexe féminin** ont droit à des **congés de maternité**. Le gouvernement accorde une prime d'engagement pour service d'intérêt national de **20 000 FCFA** par mois à partir de ce mois de mars. Ils bénéficieront désormais de la gratuité des frais de scolarité pour leurs enfants, précise le compte rendu du conseil des ministres. À ces mesures d'amélioration des conditions des Ame, s'ajoute la réintégration de **175 Ame** suspendus en conseil des ministres.

Botswana

M. Boughali s'entretient à Genève avec le président de l'Assemblée nationale de la République du Botswana

28/03/2024/al24news.com

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, s'est entretenu, mardi à Genève, avec le président de l'Assemblée nationale de la République du Botswana, M. Phandu Skelemani, sur les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Lors de cet entretien, les deux parties ont évoqué « les relations historiques étroites liant les deux pays et les moyens de les renforcer à travers la coopération dans différents domaines, notamment dans le domaine économique », selon la même source.

A cette occasion, M. Boughali a réaffirmé la « volonté de l'Algérie de développer la coopération parlementaire avec le Botswana », indiquant qu'un groupe d'amitié parlementaire a été installé au niveau de l'APN. Il a en outre évoqué les perspectives offertes par ce mécanisme pour renforcer les liens entre les parlements des deux pays .

Evoquant de nombreuses questions sur la scène internationale, le président de l'APN a rappelé « les principes de la politique extérieure algérienne, à l'instar du respect de la souveraineté des Etats et l'adoption d'approches pacifiques pour le règlement des conflits », note le communiqué.

De son côté, le président de l'Assemblée nationale de la République du Botswana s'est félicité de la « qualité des relations entre les deux pays », saluant « l'Algérie en tant qu'icône de la lutte au niveau du continent africain », conclut le communiqué.

Burkina Faso

Burkina Faso : 20 000 morts et plus de 2 millions de déplacés depuis le début de la guerre

le 6.03.24/humanite.fr

Le Burkina Faso s'enfonce dans la violence et l'arbitraire, malgré les discours des militaires au pouvoir, confrontés à des groupes armés dans la zone sahélienne. Les exactions, commises par les deux camps, se multiplient.

C'est à une période particulièrement sombre et sanglante qu'est confronté le « pays des hommes intègres », dont la population est prise en étau entre [les groupes djihadistes opérant dans le Nord et l'Est](#), et un pouvoir militaire dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, issu du coup d'État de septembre 2022. Baptisée « Opération de reconquête du territoire national », la « guerre au terrorisme » justifie des exactions des militaires envers des civils et une [répression sévère sur l'ensemble de la société](#), des journalistes aux syndicalistes en passant par des dirigeants politiques, à l'image de Guy-Hervé Kam, avocat, ancien porte-parole du mouvement Balai citoyen, aujourd'hui dirigeant du parti politique SENS (Servir et non se servir), [enlevé le 25 janvier 2024](#).

Le Burkina Faso retire deux permis d'exploitation minière à une société turque

jeuneafrique/23 mars 2024

Le gouvernement de la transition au Burkina Faso a retiré les permis d'exploitation pour des mines d'or et de manganèse à la société turque « Afro Turk », invoquant des impayés.

Le gouvernement burkinabè a adopté, lors du conseil des ministres du 20 mars, deux projets de décret concernant le retrait du permis d'exploitation industrielle de la grande mine d'or d'Inata et de la mine de manganèse de Tambao, toutes deux situées dans le nord du [Burkina Faso](#). En mars 2023, le gouvernement burkinabè avait donné ces deux autorisations d'exploitation par « entente directe », à la société turque « Afro Turk ».

« Depuis la cession de ces actifs, les sociétés Afro Turk Inata SA et Afro Turk Tambao SA n'ont procédé à aucun règlement des sommes dues à l'État burkinabè, malgré les interpellations et les mises en demeure de 90 jours qui leur ont été adressées, ce qui constitue un manquement de ces sociétés à leurs obligations », a justifié le gouvernement burkinabè.

Burundi

Burundi : Iribagiza, fille de Mwami Mwambutsa Bangiricenge, célèbre ses 90 ans.

<https://burundi-agnews.org/societe/burundi-iribagiza-fille-de-mwami-mwambutsa-bangiricenge-celebre-ses-90-ans/>

Dans une atmosphère empreinte de chaleur et de rires, la merveilleuse Iribagiza Rosa Paula, illustre fille du Mwami Mwambutsa Bangiricenge, marque ses 90 printemps à Bruxelles, entourée d'affection familiale. Cette célébration, plus qu'un anniversaire, est un vibrant hommage à l'âme burundaise, tissant ensemble les fils de la tradition et du monde contemporain, tout en évoquant les précieuses valeurs d'Ubuntu et d'Ubugoma, pierres angulaires de leur identité.

Bruxelles (Belgique), 22/03/2024 – La mémoire des Burundi s'illumine d'une riche histoire. Descendants des valeurs profondes d'Ubuntu et d'Ubugoma, ils portent l'essence d'un passé glorieux, ancré bien avant l'ère moderne dans les terres de l'antique Ingoma y'Uburundi. Le fil du temps, toutefois, a été tissé de bouleversements : en 1966, leur état ancestral succomba sous le poids des ambitions néocolonialistes, laissant place à une République aux allures occidentales. Face à ce changement radical, le peuple Burundi s'est trouvé perdu, forgeant son identité dans le creuset de l'adaptation.

Mars 2024 enveloppe Bruxelles d'une ambiance festive, où une demeure accueillante devient l'épicentre de joie et de mélodies. C'est là que la fille du regretté Mwami Mwambutsa Bangiricenge (règne : 1912-1965), Iribagiza Rosa Paula, célèbre l'arrivée de ses 90 printemps. La scène est peuplée de visages familiers : sa progéniture, écho vivant de générations entrelacées, se rassemble pour honorer ce moment. Soeur des figures emblématiques du Burundi, le légendaire Muganwa Rwagasore et le regretté Mwami Ntare Ndizeye (règne : 1965-1966), elle incarne un pont entre le passé glorieux et l'esprit indéfectible de sa lignée.

Dans la tradition burundaise, Ingoma, plus qu'un système politique, est le cœur battant de leur identité. Les Bataka, chefs des imiryango, se réunissent pour forger une alliance sacrée, portée et défendue par les Baganwa. Ensemble, ils délibèrent avec sagesse et unité pour se choisir leur Mwami, celui qui guidera Ingoma y'Uburundi. Cette pratique, ancrée dans le temps, symbolise l'harmonie et le respect profond des traditions qui orientent le peuple Burundi dans la continuité de son histoire millénaire.

Alors que les premières lueurs de ses 90 ans s'annoncent, Iribagiza Rosa Paula, fille vénérée du Mwami Mwambutsa Bangiricenge, partage avec les siens un message empreint de sagesse. Elle évoque la nécessité pour les Burundi de se nourrir de leur riche passé, de ces époques de grandeur et de défis, pour embrasser l'avenir avec force et détermination. Son appel, teinté de l'expérience d'une vie, résonne comme un pont entre les générations, invitant à un voyage où hier et demain se rencontrent, ici, dans la pleine lumière du présent.

Burundi : Le Président discute d'opportunités avec des investisseurs britanniques.

<https://burundi-agnews.org/province/bujumbura-rural/burundi-le-president-discute-dopportunités-avec-des-investisseurs-britanniques/>

À Bujumbura, le Président Ndayishimiye a organisé une rencontre avec des investisseurs britanniques afin d'explorer ensemble les opportunités d'investissement au Burundi dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures.

Bujumbura, 26/03/2024 – En harmonie avec les stratégies de politique étrangère et économique burundaises, S.E. le Général Major Ndayishimiye Evariste, Président du Burundi, a accueilli à Ntare Rutshatsi House un ensemble d'investisseurs britanniques de « Global Trade Investment Consultancy »[1], intéressés par les perspectives d'investissement au Burundi dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures. Le pays maintient une vigilance constante à l'égard des sociétés occidentales, souvent liées à des mouvements financiers illégaux (flux financiers illicites)[2].

[1] <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/15148904> | <https://gti-consultancy.com/>

[2] La dynamique d'une Afrique fiscale : Cas du Burundi – <https://burundi-agnews.org/diaspora/la-dynamique-dune-afrique-fiscale-cas-du-burundi/>

Est de la RDC : pour le Burundi, « la SADC doit réoccuper les anciennes positions de l'EAC tombées aux mains du M23 »

28.03.2024 / mediacongo.net

Allié de la République démocratique du Congo (RDC), victime de l'agression rwandaise, le Burundi a exhorté mercredi la communauté internationale à être encore plus attentive aux « revendications légitimes » du gouvernement congolais, notamment en ce qui concerne le retrait des troupes rwandaises de son territoire et le cantonnement des rebelles du M23.

Dans sa déclaration faite devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant burundais a salué le déploiement de la force régionale de la SADC, « qui doit tout mettre en œuvre pour réoccuper les anciennes positions de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est tombées aux mains du M23 ».

Face à la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le Burundi a mis en avant sa coopération sécuritaire bilatérale avec Kinshasa pour lutter contre les groupes terroristes « locaux et étrangers ».

Conflit rwando-burundais

Par ailleurs, le diplomate burundais a indiqué que les relations du Burundi avec ses voisins de la région sont « sur la bonne voie, avec une seule source de préoccupation : le Rwanda ». Dans ce contexte, il a appelé le Rwanda à livrer les « putschistes de 2015 » qui dirigent aujourd'hui le groupe criminel « RED-Tabara ».

« Le Rwanda a le choix entre de bonnes relations avec le Burundi ou le maintien de ces groupes criminels qui n'ont pas d'avenir politique sur le territoire rwandais », a-t-il souligné, exhortant Kigali à « opter pour un choix qui le mettra du bon côté de l'histoire ».

Le respect des engagements pris par les autorités rwandaises de remettre ce groupe de criminels actuellement hébergés à Kigali constituerait une contribution tangible à la lutte contre l'impunité dans la région, a-t-il déclaré.

Exprimant également son inquiétude face à la propagation du terrorisme dans la région, avec le risque que les Forces démocratiques alliées (ADF) se connectent à d'autres groupes terroristes au Sahel, au Moyen-Orient et dans le nord du Mozambique, il a souligné la nécessité de mettre un terme à cette situation.

Ainsi, a-t-il exhorté la communauté internationale à agir « avant qu'il ne soit trop tard ».

Burundi et Rwanda: les Églises cheminent ensemble malgré la fermeture des frontières

2024-03-27 / vaticannews.va

Tandis que les frontières entre les deux pays sont fermées, les évêques membres de l'Association des Conférences des Ordinaires du Rwanda et du Burundi (ACOREB) se sont réunis du 18 au 21 mars à Bujumbura pour échanger sur la situation socio-ecclésiale de leurs Églises respectives ainsi que sur les différents projets ecclésiaux. À l'issue de cette rencontre, les prélats ont réitéré leur appel «au dialogue pour que les bonnes relations entre les deux États se rétablissent».

Vatican News avec Dieudonné Niyibizi, Bujumbura

Après avoir accusé le Rwanda de soutenir un groupe de rebelles qui a mené des attaques sur son sol, le Burundi avait annoncé, jeudi 11 janvier 2024, la fermeture des frontières terrestres avec son voisin, «qui avait rapidement regretté une décision unilatérale». Réunis pour leur session ordinaire, les évêques du Burundi et du Rwanda ont déploré les deux attaques perpétrées par les rebelles en

décembre dernier et février à Gatumba et à Buringa, au Burundi, faisant plusieurs victimes surtout parmi les civils.

Condamnant ces crimes, ils ont réitéré leur solidarité et compassion à l'endroit des familles des victimes, tout en appelant à «*un retour au dialogue et à trouver des solutions bénéfiques aux populations frontalières*». En outre, revenant sur le forum de Kigali qui a rassemblé les jeunes du Rwanda, du Burundi et de la RD Congo, en juillet dernier, les prélats «*souhaitent investir dans les rencontres des jeunes pour bâtir un avenir plus fraternel*», tel qu'on peut le lire dans le communiqué de presse rendu public au terme leur session.

Interview avec Libère Bukobero : « Si nous voulons des devises, il faut investir fortement dans la production du café en quantité et en qualité suffisantes. »

27/03/2024 /iwacu-burundi.org

Les Etats-Unis comptent investir au cours des cinq prochaines années 54 millions de USD afin de soutenir le secteur du café et d'aider dans l'alimentation scolaire au Burundi. Afin de pallier la baisse continue de la production du café, le gouvernement burundais a l'intention de redynamiser la filière café après l'échec de la privatisation et de son réengagement dans la filière café. Libère Bukobero, secrétaire général de l'Adisco (Appui au développement intégral et à la Solidarité sur les collines) revient sur les problèmes qui minent la filière café et propose des solutions.

Quelle analyse faites-vous de la filière café au Burundi actuellement ?

La filière café est dans la tourmente à cause des mauvaises politiques et d'un manque de stratégies pour le développement de cette culture.

Le café est le produit principal d'exportation qui procure un revenu significatif au pays. Par conséquent, c'est là où on devrait mettre toutes les énergies. Le gouvernement est en train de se réveiller mais il a du pain sur la planche. Il y a des ménages qui n'ont pas trouvé d'intérêt dans cette culture et qui ont commencé à arracher les vergers.

Je me souviens que dans les années 70, il y avait des camions qui venaient à Ruyigi et à Cankuzo pour récupérer du café. C'était une grande campagne pour que les ménages reçoivent de nouveaux billets. C'était la liesse. On mangeait du pain. On achetait des pagnes.

On buvait de la bière. Ces campagnes ne sont plus qu'un souvenir. Il n'y a pas eu assez d'initiatives même si, d'un côté, les producteurs se sont organisés dans des coopératives. Le café a diminué en quantité. C'est déplorable vu la situation que nous vivons. Si rien n'est fait stratégiquement, le Burundi va connaître des difficultés énormes surtout en matière de marché international pour avoir des devises.

Cameroun

Miguel, Camerounais dans un camp en Tunisie : "Le racisme a cassé tous mes rêves"

26/03/2024 / infomigrants.net

Miguel survit depuis huit mois dans un des camps de fortune qui longent une route près de Sfax, dans le centre-est de la Tunisie. Parti de la région anglophone du Cameroun pour une vie meilleure dans le pays, le jeune homme a vu ses projets complètement chamboulés par le racisme anti-Noirs qui y sévit.

Comme de nombreux migrants subsahariens, Miguel passe ses journées et ses nuits dans une oliveraie, le long de la route qui relie Sfax à El Amra. Sans ressources, et dans l'impossibilité de trouver du travail à cause de sa couleur de peau, le jeune Camerounais de 24 ans est désespéré. Sa seule issue, désormais, est de monter dans un bateau direction l'Italie.

"Je suis dans le camp depuis sept ou huit mois, celui qui se situe au kilomètre 25. Avec d'autres africains, on s'est installé sous les oliviers et on dort sous une bâche. Ces derniers mois, c'était vraiment très, très dur. Il fait froid la nuit, et on n'a pas grand-chose pour se couvrir.

Pour manger et boire, on compte sur la solidarité des habitants. Certains viennent directement à nous pour nous donner de la nourriture. Souvent, on va toquer à la porte des fermes des environs. Mais il y a des jours où je ne mange rien.

Le 18 mars, plusieurs associations et ONG de défense des droits humains ont dénoncé une "normalisation des violations des droits humains des personnes migrantes en Tunisie". Selon le porte-parole du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDS) Romdhane Ben Amor, [leur situation "est encore pire qu'avant"](#).

Je n'ai pas d'argent pour m'acheter de quoi me nourrir. J'ai essayé de trouver un travail pour avoir quelques ressources, mais ici c'est impossible. Les Tunisiens ne veulent déjà pas de nous dans leurs rues, alors travailler ... Les Arabes n'aiment pas les Noirs. Certaines personnes nous insultent dans la rue, nous chassent des maisons. On doit se cacher.

"J'économiserais pour partir en Europe"

J'ai fui le Cameroun fin 2022, pour échapper à la guerre. Je n'ai pas eu le choix, il fallait que je parte pour rester en vie. [Depuis 2016, [le Cameroun est en proie à de nombreuses violences dans la partie anglophone de son territoire](#), au nord-ouest et au sud-ouest. En sept ans, plus de 6 000 personnes ont perdu la vie, ndlr]. Quand je suis arrivé en Tunisie, c'était pour y rester et construire ma vie : obtenir l'asile, continuer mes études dans l'informatique, et travailler un peu en parallèle.

Mais le racisme qu'il y a ici a tout chamboulé. Ça a cassé tous mes rêves.

Depuis un an et [le discours xénophobe prononcé par le président tunisien Kais Saïed](#), le racisme anti-Noirs a pris beaucoup d'ampleur dans le pays. Insultes, rafles, arrestations arbitraires : les exilés subsahariens vivent aujourd'hui reclus, de peur des représailles d'une certaine partie de la population comme de la police.

La violence de ce pays me rappelle parfois ce qu'il se passe chez moi. Je pleure beaucoup. Si dans un futur proche, j'arrive à gagner un peu d'argent, j'économiserais pour partir en Europe. Ça me fait un peu peur aussi, car maintenant, quand les Tunisiens arrêtent les bateaux en mer, les migrants sont envoyés à la frontière avec l'Algérie. Mais je ne veux plus rester ici.

En janvier, [InfoMigrants a reçu plusieurs témoignages de Subsahariens](#) arrêtés à Sfax - et dans plusieurs villes du pays - puis abandonnés par les autorités tunisiennes dans la montagne, à la frontière algérienne. À l'instar de Fatma, Sierra-Léonaise, arrêtée en mer à Sfax le 29 décembre 2023 par les garde-côtes. À peine de retour sur terre, elle et un groupe de 50 personnes dont des enfants "de 1 an, 4 ans, 6 ans, 9 ans et 12 ans" ont été immédiatement envoyés à la frontière algérienne.

Ces derniers jours, j'ai trouvé refuge dans la chambre d'un ami étudiant car j'ai été très malade. Il a accepté de m'acheter quelques médicaments et de m'héberger le temps que j'aie mieux. Ça m'a fait du bien, car je n'avais même pas de quoi acheter du paracétamol. Mais je ne peux pas rester ici trop longtemps. Samedi, je retourne au camp".

Cap-Vert

Le Cap-Vert réglemente la transplantation d'organes humains

25 Mar 2024 / observateur.info

Le parlement du Cap-Vert a adopté, à l'unanimité, un projet de loi établissant le régime juridique qui réglemente la transplantation d'organes humains dans l'archipel.

La nouvelle loi établit le régime juridique lié à la qualité et à la sécurité du don et du prélèvement d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine, destinés au diagnostic, à la thérapie ou à la transplantation, ainsi que des interventions de transplantation, a expliqué la ministre de la Santé du Cap-Vert, Filomena Gonçalves.

La loi est, par ailleurs, conforme au droit à la santé inscrit dans la Constitution du Cap-Vert dans la mesure où elle vise à créer un système complet et humanisé pour le don et le prélèvement d'organes dans le pays, a par ailleurs précisé la ministre.

République centrafricaine

Centrafrique : la MINUSCA annonce le déploiement des Casques bleus supplémentaires

28/03/2024/lecourrier.vn

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a annoncé mercredi 27 mars le déploiement en cours d'unités supplémentaires des Casques bleus à Obo pour renforcer la sécurité.

Au cours de la conférence hebdomadaire du 27 mars 2024 à Bangui, capitale centrafricaine, le porte-parole de la force de la mission onusienne Bertrand Dakissaga a annoncé le déploiement des forces militaires de l'ONU à Obo, dans le Haut-Mbomou, dans le Sud-Est du pays.

"Afin de renforcer la présence de la Force, au regard des enjeux sécuritaires dans la zone. Le déploiement est déjà en cours et devrait permettre de stabiliser davantage la zone et permettre aux populations de vaquer paisiblement à leurs occupations", a déclaré M. Dakissaga.

Avant ce déploiement, le commandant de la force, le général Humphrey Nyone, s'est rendu à Obo afin de faire un point de situation sur les opérations de sécurisation et la mise en œuvre du mandat par les casques bleus déployés sur place, a-t-il indiqué.

Ce déploiement intervient dans un contexte où la localité d'Obo fait face à une montée d'insécurité due à de séries d'affrontements armés entre les éléments rebelles de l'unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et la milice locale A Zandé Ani Kpi Gbé.

Comores

Comores : les poissonnières du marché de Volo-volo ont mis fin à leur grève

le 28 mars 2024 / la1ere.francetvinfo.fr

Les vendeuses de poissons du marché de Volo-volo ont repris du service, ce jeudi matin, mais contestent le déménagement, imposé par la municipalité de Moroni. Avant de rouvrir leurs stands, elles ont défilé dans la capitale pour réaffirmer leur opposition à ce déplacement qui leur a été imposé.

Aux Comores, pays majoritairement musulman, le ramadan est une période généralement propice à l'apaisement. Pourtant, un conflit ouvert oppose depuis quinze jours les vendeuses de poissons du marché de Volo-volo à la mairie de Moroni.

Sans préavis, ni discussion selon les plaignantes, la municipalité a modifié le plan d'occupation du bazar de la capitale. Du jour au lendemain, elles ont été déplacées à Kalawéni. Un lieu qu'elle n'aime pas et qui n'est pas adapté à leur activité, écrit [Al-Watwan](#).

Elles ont protesté, manifesté et se sont rendues à la mairie, mais toutes leurs démarches sont restées sans écho explique Maman Mariama : *"Nous souffrons énormément, car l'alimentation devrait inclure de la viande ou du poisson. Aujourd'hui, après cet incident, nous marchons pour réclamer nos droits"*.

Kalawéni est inadapté

Les poissonnières ont tenté de faire entendre aux décideurs leurs griefs : *"La baie de Kalawénie ne dispose pas d'étals, ni de bancs pour exposer le poisson dans de bonnes conditions. La marchandise est en plein soleil toute la journée"*, écrivait ComoresInfos.net.

Ce bras de fer, en pleine période ramadan, est très difficile pour les commerçantes (manque à gagner), mais aussi pour les clients. La rupture du jeûne est sacrée pour tous les musulmans. Ils tentent, en fonction de leurs moyens de proposer une diversité de plats et si possible, de faire des offrandes aux démunis.

Ce conflit, en plein ramadan, n'est donc pas anecdotique. Il s'ajoute à une période de tension sociale très vive.

Comores: le parti politique Radhi fait son retour dans le mouvement d'Azali Assoumani

25/03/2024/rfi.fr

Figure incontournable de la scène politique comorienne, Houmed M'saidié, secrétaire général du parti Radhi, a signé, jeudi 21 mars dernier, la fusion de son parti avec la CRC, le parti au pouvoir. Désormais, le Radhi (« bénédiction », en Shikomori), n'existe plus. La fin d'un parti né d'une scission, dix ans plus tôt, avec cette même CRC pour des problèmes de leadership. Sur place, le choix de Houmed M'saidié de retourner dans sa formation politique, et surtout d'enterrer sa propre formation, est diversement appréciée.

En 2014, Houmed M'saidié et d'autres membres de la CRC quittent le parti pour fonder le Radhi, contestant la désignation d'[Azali Assoumani](#) comme candidat naturel à la présidence de 2016 et affirmant que d'autres membres pouvaient également se porter candidats.

Aujourd'hui, le retour au sein de la CRC du directeur de campagne d'Azali Assoumani lors des présidentielles de 2019 et 2024, porte-parole du gouvernement des [Comores](#) depuis 2019, est critiqué par Daoudou Abdallah Mohamed, leader d'Orange, un parti d'opposition : *« Rappelez-vous qu'il y a quatre ans, le président du parti Radhi a troqué un mandat de député avec la CRC contre un mandat ministériel. Donc aujourd'hui, c'est juste un passage au papier. Mais quand même, j'ai une pensée à tous ces hommes et ces femmes qui l'ont cru depuis toutes ces années. Ce monsieur n'a jamais eu d'ambition pour le pays, peut-être pour lui, mais c'est l'un des derniers soucis des Comoriens. »*

Au sein du parti au pouvoir, par contre, ce retour est tout à fait naturel. *« C'est une suite logique que de retourner dans la CRC. C'est son parti d'origine, il est parmi les membres fondateurs du parti CRC. Il n'y a ni gagnant, ni perdant. Il n'y a ni échec, ni réussite pour l'un ou pour l'autre. Il se trouve que nous avons la même vision. On avance ensemble donc ils ont jugé utile de réintégrer*

le parti », selon Soilihi Mohamed Djounaid, secrétaire national chargé du suivi et de l'action gouvernementale au sein de la CRC.

Approché, Houmed M'saidié estime pour sa part que l'unification des deux formations vise à renforcer ce leadership dans l'atteinte des aspirations légitimes des Comoriennes et des Comoriens au mieux-être. D'anciens cadors du Radhi, par contre, voient les événements actuels comme le résultat naturel d'un parti centré sur les ambitions « *inavouées* » d'un seul homme.

Comores : un « futari » politique perturbé par des manifestants

le 26 mars 2024 / la1ere.francetvinfo.fr

Aux Comores, le feu couve encore plus de deux mois après l'élection présidentielle. Des incidents violents ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi dans une localité du centre de la Grande Comore

Tout a commencé lors d'un repas de rupture du jeûne, un « futari », dans le village de Singani. Le président de la commission électorale, Idrissa Saïd, originaire de la localité, avait invité les principales personnalités du camp présidentiel. Des habitants de la localité ont fait irruption dans sa villa pour empêcher le repas de se tenir. Les forces de l'ordre sont intervenues à coups de gaz lacrymogènes pour chasser les contestataires. Il y a eu aussi des tirs à balles réelles, un jeune du village a été blessé.

La colère est toujours vive après les résultats controversés de l'élection du 14 janvier. Le président de la CENI est accusé d'avoir manipulé les chiffres. Au lendemain de l'annonce de ces résultats douteux, des incidents avaient éclaté. Le calme était revenu, mais parfois la contestation se réveille.

Le président Azali et son gouvernement ne sont pas partout les bienvenus. Un témoin raconte que récemment les fidèles ont déserté la grande mosquée de Moroni lorsqu'Azali est venu prier, le laissant seul avec ses ministres.

République du Congo

Congo: un député arrêté pour avoir critiqué la gestion du pays

2024/03/27 / lalibre.be

Un député de la majorité accusé d'avoir critiqué le pouvoir et les services de sécurité a été arrêté samedi dernier au Congo-Brazzaville, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Aimé Hydevert Mouagni, leader du parti Club perspectives et réalités (CPR) et très proche du pouvoir, est interrogé depuis par les services de renseignements sur une conversation téléphonique diffusée sur les réseaux sociaux, selon ces sources.

Il y dénigre notamment les détournements de fonds publics et l'insécurité que "le ministre de l'Intérieur et les services de sécurité" ne seraient selon lui pas en mesure d'éradiquer.

"Le parlementaire n'est pas encore formellement inculpé, mais il est détenu dans les locaux de la Centrale d'intelligence et de documentation (CID), l'ex-Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), depuis le 23 mars", a indiqué à l'AFP une source proche du dossier sous couvert d'anonymat.

"Son domicile a été perquisitionné lundi. Il sera présenté au procureur de la République dans la semaine", a précisé une source policière.

Selon une source proche de l'Assemblée nationale, celle-ci pourrait étudier la levée de son immunité parlementaire pour un éventuel procès.

Les autorités n'ont fait à ce stade aucun commentaire sur cette affaire.

Il serait alors le deuxième député de la majorité à être jugé pour ce type de poursuites. En 2017, André Okombi Salissa, candidat malheureux à la présidentielle de 2016, avait vu son immunité parlementaire levée avant d'être inculpé pour "atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat" puis condamné à 20 ans de prison en 2018.

Pays d'Afrique centrale de cinq millions d'habitants, riche en pétrole, le Congo est dirigé par Denis Sassou Nguesso, 80 ans, dont quelque 40 cumulés à la tête de l'Etat.

République démocratique du Congo

Pillage de la RD Congo : la duplicité de la communauté internationale fait le jeu du Rwanda

29/03/2024/lepoint.fr

TRIBUNE. Junior Mbuyi, expert financier international, interpelle la communauté internationale sur son rôle dans la crise qui s'aggrave entre la RDC et le Rwanda.

La [République démocratique du Congo](#), terre bénie des dieux ? L'affirmer n'a rien d'incongru si l'on considère sa démographie, sa position géographique ou ses incroyables ressources naturelles. Une condition essentielle à son déploiement demeure malheureusement absente de ce tableau : la paix.

Car on le sait, [le Mouvement du 23 mars](#) – milice communément appelée M23 – impose chroniquement la terreur à la frontière de l'Ouganda et du Rwanda. À cela, une explication évidente : l'est de la RDC est l'une des régions minières les plus riches de la planète. On y trouve de l'or et des métaux précieux, en particulier le coltan, essentiel à la fabrication de téléphones portables, ou le cobalt, qui équipe de nombreuses infrastructures aérospatiales.

Depuis l'automne 2021, on estime à environ un million le nombre de civils qui ont été déplacés, victimes de ces affrontements et vivant dans des conditions particulièrement précaires, sans accès suffisant aux biens de première nécessité.

L'envoi récent d'une force constituée de pays d'Afrique australe n'y changera rien, tous les observateurs soulignant le manque affligeant de moyens dont celle-ci dispose sur le terrain.

Est de la RDC : « les M23-RDF se rendent en masse » (FARDC)

27.03.2024 / mediacongo.net

Le porte-parole des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) au Nord-Kivu, le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike, a annoncé mercredi la reddition « en masse » des éléments de l'armée rwandaise et de la rébellion M23 à Sake, ville située à une trentaine de kilomètres de Goma.

Selon l'officier supérieur de l'armée congolaise, les membres de la coalition M23-RDF, dont le nombre n'a pas été dévoilé, ont décidé de ne plus participer à l'agression rwandaise en raison de la puissance de feu des forces loyalistes.

« Suite à la pression des FARDC sur le front de Sake ce mercredi 27, les militaires rwandais et leurs alliés du M23 se rendent en masse et déposent les armes », a annoncé le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike.

Alors que les combats se poursuivent sur le terrain, la médiation angolaise reste optimiste sur une solution diplomatique à cette crise.

Le 21 mars à Luanda, les délégations congolaise et rwandaise sont parvenues à une convergence de vues sur plusieurs points clés, notamment l'engagement en faveur des initiatives régionales connues sous le nom de processus de Nairobi et de Luanda, la cessation des hostilités impliquant un cessez-le-feu surveillé parallèlement au désengagement des forces et à la mise en œuvre par la RDC d'un plan de neutralisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Par la suite, le Rwanda réexaminera les récentes mesures qu'il a mises en place pour assurer sa défense et sa sécurité.

Les deux pays se sont engagés à prendre des mesures de confiance pour désamorcer les tensions, notamment en réduisant la rhétorique hostile et les discours de haine.

Nestlé investit 20 millions de dollars en République démocratique du Congo

2024/03/27/dhnet.be

Le spécialiste des capsules de café Nespresso, filiale du géant de l'alimentaire Nestlé, investit 20 millions de dollars en République démocratique du Congo (RDC) pour étoffer sa production locale de café.

Nespresso veut également participer avec d'autres partenaires à lever 20 millions supplémentaires pour soutenir les producteurs de café de la région du Kivu, dans l'est du pays africain, a détaillé le groupe vaudois mercredi dans un communiqué.

Le groupe rappelle qu'en 1980 le café était le deuxième plus important produit d'exportation de la RDC, mais l'offre a chuté au début des années 2000 en raison de l'instabilité politique et de la guerre civile.

RDC : Les députés appelés à signer la fiche individuelle d'appartenance à la Majorité ou à l'Opposition parlementaire.

digitalcongo.net/25/03/2024

- Le Bureau provisoire de la Chambre basse du parlement de la République démocratique du Congo a à travers un communiqué officiel, invité chaque député national à signer la fiche individuelle d'appartenance à la Majorité ou à l'Opposition parlementaire.

À en croire cette correspondance signée par la députée nationale NZUZI UMBA Percy, rapporteur du bureau d'âge, cette opération est fixée du 22 au 25 mars 2024, dans la salle des Banquets du Palais du Peuple.

« Le Bureau provisoire de l'Assemblée Nationale invite chaque Honorable Député à signer la fiche individuelle d'appartenance à la Majorité ou à l'Opposition parlementaire. Date : 22/03/2024 au 25/03/2024, dans la salle des Banquets du Palais du Peuple », peut-on lire dans ce communiqué signé par la députée nationale NZUZI UMBA Percy, Secrétaire/Rapporteur.

RDC: 40 députés élus se voient invalidés par la Cour constitutionnelle

24/03/2024 /rfi.fr

Ils avaient été proclamés élus par la Commission électorale, mais deux mois plus tard, la Cour constitutionnelle les a invalidés. En République démocratique du Congo (RDC) une quarantaine de députés nationaux se sont vus débarqués de l'Assemblée nationale.

Ces quarante députés ont manifesté, à plusieurs reprises cette semaine, pour dénoncer des erreurs de la Haute Cour. Comme en 2019, les députés invalidés ont soumis des requêtes, espérant que la Cour reconnaîtra avoir commis des « *erreurs matérielles* ».

Kenedy Katasi figure parmi les contestataires. Joint par RFI, il explique pourquoi la quarantaine de députés dénoncent le fait que la Cour refuse de recevoir leurs recours.

« *Nous avons initié des actions pour qu'on puisse revoir ce que nous qualifions d'erreur matérielle. Nous croyons en notre justice. La Cour va se ressaisir pour qu'elle puisse nous rétablir dans notre droit.* »

« *Pour mon cas, analysant l'arrêt, vous allez comprendre que c'était une affaire qui ne me concernait pas, ni de près ni de loin. Donc, c'est par erreur, réellement, que la Cour nous a invalidés. Moi, je dis que dans cette situation, il n'y aura ni gagnant, ni perdant. Il n'y aura que le droit qui va triompher.* »

« Par rapport à ce qu'a fait la Céli, c'est un travail où, vous avez vu, après la proclamation, la paix sociale. Mais maintenant, après la publication des arrêts de la Cour – parce que les gens qui ont été remplacés ne sont pas les vrais élus – il y a des manifestations, des gens qui viennent dormir à la Cour et qui viennent chanter pour dire que la Céli avait quand même fait son travail et que jusqu'ici, on n'a pas vu de preuves contraires à la Cour qui contredisent le travail de la Céli. Aucun candidat, aucun regroupement, aucun parti politique n'a prouvé le contraire de ce qu'a fait la Céli.

« Il n'est jamais tard pour faire mieux. Donc je crois en notre justice. Il y a une possibilité que la loi puisse permettre à la Cour de rectifier, en cas d'erreur - je pense que c'est ce qui sera fait - et permettre aussi aux autorités de notre pays de se saisir de ce qui s'est passé

Le HCR appelle à des mesures immédiates face au sort des personnes déplacées dans l'est de la République démocratique du Congo

26 Mars 2024 / unhcr.org

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, tire la sonnette d'alarme face à la violence croissante dans les régions de l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les deux dernières années de conflit dans les territoires de Rutshuru et de Masisi au Nord-Kivu ont contraint plus de 1,3 million de personnes à fuir leurs foyers en RDC. Au total, 5,7 millions de personnes sont déplacées internes dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.

Depuis les violents affrontements qui ont eu lieu le 7 février dans la ville de Sake, dans le territoire de Masisi, près de 300 000 personnes ont rejoint la ville de Goma et ses environs. La taille des sites qui accueillent les personnes déplacées, qu'ils soient informels ou officiels, ne cessent de s'accroître, car les populations cherchent désespérément à s'abriter des bombardements aveugles et d'autres violations des droits humains. Les conditions de vie y sont très difficiles. Les besoins croissants en matière d'abris, d'installations sanitaires et de moyens de subsistance dépassent largement les ressources disponibles. Quatre-vingt-cinq mille personnes supplémentaires ont également fui les violences et se sont réfugiées dans la région de Minova, dans le Sud-Kivu. En janvier, la ville de Minova accueillait déjà plus de 156 000 personnes déplacées, la majorité d'entre elles vivant dans des abris de fortune.

Côte d'Ivoire

Djibouti

Le patron du Fonds souverain de Djibouti sous le feu des critiques

28.03.2024 / africaintelligence.fr

Alors que son mandat se termine à la fin de l'année, un vent de défiance souffle sur Slim Feriani, qui pourrait le pousser vers la sortie. Le Tunisien joue son va-tout en organisant un forum d'investissement en mai. [...]

Égypte

L'UE, le FMI et les puissances régionales renflouent l'Égypte en échange des services rendus à Israël et à sa guerre génocidaire

27 mars 2024 / wsws.org

Face à la pire crise économique qu'elle ait connue depuis 50 ou 60 ans et à la montée des tensions sociales, l'Égypte a tiré parti de sa position de principal complice d'Israël dans la guerre génocidaire du régime sioniste contre Gaza pour obtenir une série de renflouements du Fonds monétaire international, de l'Union européenne (UE) et des alliés du Caire dans le Golfe.

Le week-end dernier, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est rendue au Caire, en compagnie de dirigeants autrichiens, belges, chypriotes, grecs et italiens, pour y signer un accord avec le boucher du Caire Abdel Fattah al-Sisi. Présenté comme un « d'aide » de 8,1 milliards de dollars, cet accord vise à soutenir l'économie du pays le plus important du monde arabe, dont l'effondrement déstabiliserait la région et précipiterait des flux massifs de migrants vers l'Europe.

L'Égypte accueille environ 10 millions de migrants du Moyen-Orient, dont 450.000 personnes ayant fui la guerre civile qui dure depuis 11 mois au Soudan voisin.

Le financement de l'UE comprend 5,45 milliards de dollars de prêts concessionnels et 2 milliards de dollars d'investissements dans les énergies renouvelables, le commerce et la « sécurité » – c'est-à-dire le soutien aux forces de sécurité armées égyptiennes – au cours des trois prochaines années.

L'économie égyptienne, en déclin depuis des décennies, a été durement touchée par la pandémie de COVID-19 qui a fait chuter un tourisme vital représentant 15 pour cent de son économie, et entraîné le retour des travailleurs du Golfe et la perte de leurs envois de fonds, gonflant les rangs des chômeurs. Une situation aggravée par le déclenchement de la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie en Ukraine, qui a fait grimper le coût des importations agricoles, en particulier du blé, du maïs et des huiles de cuisson. Ces deux facteurs combinés ont entraîné une sortie de 20 milliards de dollars de capitaux spéculatifs – soit plus de la moitié des capitaux investis dans le pays – à la recherche de taux d'intérêt plus élevés.

La guerre à Gaza a entraîné une nouvelle baisse du tourisme et une chute catastrophique de 50 pour cent des revenus du canal de Suez, les navires évitant la route de la mer Rouge suite aux attaques des rebelles houthis du Yémen contre les navires commerciaux liés à Israël et à ses bailleurs de fonds américains et britanniques. Les industries manufacturières, pharmaceutiques et textiles égyptiennes en ont fortement souffert.

La guerre a également affecté le marché de l'énergie, les réexportations de gaz ayant chuté de plus de 50 pour cent au cours du dernier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022.

Les problèmes économiques de l'Égypte ont été exacerbés par les méga-projets de vanité d'Al-Sisi, notamment l'élargissement du canal de Suez pour 8 milliards de dollars, dont l'augmentation des revenus promise ne s'est pas concrétisée; un investissement de 300 milliards de dollars dans de nouvelles routes, ports et chemins de fer; un programme de réarmement massif; et une nouvelle capitale administrative de 58 milliards de dollars en construction depuis 2015 – dans le désert, à 28 miles [45 kilomètres] d'un éventuel nouveau soulèvement populaire au Caire.

Les dirigeants de l'Égypte et des Émirats arabes unis discutent du renforcement de la coopération

24/03/2024/lecourrier.vn

Le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi et son homologue des Émirats arabes unis (EAU) le cheikh Mohamed ben Zayed al Nahyane ont discuté samedi 23 mars des moyens de renforcer la coopération entre les deux pays.

Lors d'une réunion dans la capitale égyptienne, Le Caire, les deux dirigeants ont également exploré les possibilités prometteuses d'élargir les horizons de coopération, a indiqué la présidence égyptienne dans un communiqué. M. Sissi et le président des EAU en visite ont discuté des moyens de renforcer le "partenariat profond" entre les deux pays dans les domaines de l'économie, de l'investissement, du développement et de la politique. Les deux dirigeants ont passé en revue les questions régionales d'intérêt commun, en particulier l'intensification des efforts pour parvenir à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza et la mise en œuvre d'une aide humanitaire en quantité suffisante pour y soulager les immenses souffrances humanitaires. Ils ont également souligné la nécessité d'activer la solution à deux États comme moyen de parvenir à la justice, à la sécurité et à la stabilité dans la région. Les EAU ont dévoilé en février un investissement remarquable de 35 milliards d'USD en Égypte, s'assurant des droits de développement pour une large bande de terre le long de la côte méditerranéenne. Cet apport substantiel de capitaux est essentiel pour l'Égypte, qui est aux prises avec une pénurie de devises étrangères et une escalade des pressions inflationnistes.

Egypte : António Guterres rencontre Sameh Shoukry au Caire

africanews.com/24/03/2024

Le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a lancé dimanche un appel pressant pour un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza déchirée par la guerre, ainsi que pour permettre à l'aide humanitaire d'atteindre la population affamée de l'enclave côtière.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry au Caire, Guterres a souligné l'urgence de la situation, déclarant : *"En regardant Gaza, il semble presque que les quatre cavaliers de la guerre, de la famine, de la conquête et de la mort galopent à travers elle. C'est pourquoi le moment est venu pour un cessez-le-feu humanitaire immédiat."*

Le Secrétaire général a également appelé à un accès accru de l'aide humanitaire à Gaza, soulignant que les Palestiniens de la région ont un besoin urgent "d'un flot d'aide". Il a plaidé pour l'ouverture

des passages frontaliers et a exhorté à permettre aux camions d'aide humanitaire en attente du côté égyptien du passage de Rafah d'entrer à Gaza.

Guterres a lui-même visité le passage de Rafah la veille et a constaté de visu la situation critique des camions d'aide en attente.

La région a été plongée dans le chaos depuis que des militants dirigés par le Hamas ont lancé une attaque le 7 octobre, déclenchant une série d'événements tragiques qui ont coûté la vie à environ 1 200 personnes, principalement des civils, et ont conduit à la prise en otage de dizaines d'autres.

Le Hamas maintient toujours environ 100 otages, ainsi que les restes de 30 autres, après que la plupart des autres ont été libérés en échange de la libération de prisonniers palestiniens en novembre.

Le bilan des victimes de ce conflit ne cesse de s'alourdir, avec plus de 32 000 Palestiniens tués et plus de 74 000 autres blessés lors des bombardements israéliens.

La situation humanitaire à Gaza est désastreuse, avec plus de 80 % de la population, soit 2,3 millions de personnes, ayant fui leur domicile, la plupart cherchant refuge dans la ville de Rafah, qui pourrait devenir la prochaine cible de l'offensive terrestre israélienne.

Face à cette crise humanitaire sans précédent, l'appel de Guterres pour un cessez-le-feu immédiat et un accès accru de l'aide humanitaire est plus urgent que jamais.

Égypte : découverte d'une tombe ornée de splendides peintures murales vieilles de plus de 4300 ans

Le 26.03.2024 / connaissancedesarts.com

Une mission germano-égyptienne vient de découvrir un mastaba orné de magnifiques bas-reliefs peints sur le site archéologique de Dahchour en Égypte. Cette tombe en briques crues a été mise au jour dans une vaste nécropole s'étendant à l'est de la pyramide rouge du pharaon Snéfrou (2561-2538 av. J.-C.). Elle appartenait à un couple de hauts dignitaires qui œuvrèrent dans la région il y a plus de 4 300 ans.

Dans un communiqué publié le 21 mars 2024, le ministère égyptien du Tourisme et des Antiquités a annoncé la découverte d'un mastaba de l'Ancien Empire à Dahchour, un site de pyramides situé à 40 km au sud du [Caire](#). Une équipe de chercheurs de l'[Institut archéologique allemand](#) du Caire explore actuellement la partie supérieure d'une tombe privée abritant les sépultures d'un fonctionnaire royal et d'une prêtresse égyptienne. La fouille de cet édifice – daté entre la fin de la Ve et le début de la VIe dynastie – a révélé de superbes bas-reliefs représentant de rares scènes de la vie quotidienne.

Érythrée

Swaziland Eswatini

Éthiopie

Ethiopie : la banque a récupéré 80% de l'argent après le bug informatique

2024/03/28/fr.africanews.com

La banque éthiopienne du commerce affirme avoir récupéré 80 % de ses pertes liées au problème informatique survenu lors de la mise à jour d'un système dans la nuit du 15 au 16 mars dernier.

Des clients s'étaient frauduleusement approprié un total de plus 19,5 millions de dollars.

Abe Sano, président de la Commercial Bank of Ethiopia, a déclaré mardi aux journalistes qu'environ 14 millions de dollars ont été retirés ou transférés numériquement pendant le bug. La valeur des transactions variait de 9 cents à 5350\$, a-t-il dit. Le montant perdu au départ était de 40 millions de dollars.

Banque principale de l'Ethiopie, l'institution a indiqué, mercredi dans un communiqué, avoir pu récupérer une partie des sommes en débitant les comptes suffisamment créditeurs, et près de 15.000 personnes ont volontairement rendu les sommes perçues. Ce qui équivaut alors à 11 millions de dollars remis en place.

Cependant, certains clients avaient déjà retiré ou viré leurs butins, selon l'établissement qui dans son annonce, a lancé un ultimatum jusqu'au 30 mars à 567 clients pour rétrocéder les sommes injustement acquises. Faute de quoi elle lancerait une procédure judiciaire.

«Le montant total restant n'est pas significatif pour la banque, mais si cet argent n'est pas entièrement récupéré, cela envoie le mauvais message», a déclaré Abe.

La nouvelle du bug informatique s'était très vite répandue sur les médias sociaux le 16 mars. Une grande partie de l'argent a été retirée par des étudiants. Plusieurs universités ont publiquement exhorté leurs étudiants à rendre l'argent.

Le problème a été causé par une « mise à jour et une inspection de routine du système » plutôt que par une cyberattaque, selon la banque centrale de l'Éthiopie.

Fondée en 1963, la Banque Commerciale d'Ethiopie est la plus grande banque du pays avec 40 millions de clients.

Éthiopie-Somaliland : Abiy minimise les craintes de guerre avec la Somalie

2024/02/06 / africanews.com

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a minimisé les craintes d'une guerre avec la Somalie concernant sa quête d'un accès maritime pour son pays enclavé, déclarant mardi que l'Éthiopie n'était intéressée que par la paix avec son voisin.

L'**Éthiopie** a signé un protocole d'accord avec la région sécessionniste du **Somaliland** le 1er janvier. Le document n'a pas été rendu public, mais le Somaliland affirme que l'Éthiopie a accepté de reconnaître son indépendance en échange d'un port naval.

L'accord a ébranlé la **Somalie**, qui affirme que le Somaliland fait partie de la Somalie. Le président somalien a laissé entendre qu'il était prêt à **entrer en guerre** avec l'Éthiopie pour l'empêcher de construire un port sur son territoire.

S'adressant aux députés mardi, M. Abiy a déclaré qu'il n'avait "*aucune intention*" d'entrer en guerre avec la Somalie. "*Pour garantir la paix en Somalie, des milliers d'Éthiopiens sont morts dans ce pays*", a-t-il déclaré, faisant référence à la contribution de l'Éthiopie à la **mission de maintien de la paix de l'Union africaine** qui lutte contre le groupe extrémiste **Al-Shabab** en Somalie.

"Nous mourons en Somalie parce que la paix de la Somalie est la paix de l'Éthiopie. Le développement de la Somalie est le développement de notre pays. Nous pensons que nous sommes frères", a déclaré M. Abiy. *"Nous ne voulons pas nous battre. Nous voulons une Somalie forte et prospère qui soit un marché pour les produits éthiopiens."*

M. Abiy a également cherché à apaiser les **craintes égyptiennes** concernant l'énorme **barrage hydroélectrique** que l'Éthiopie est en train de construire sur le **Nil Bleu**. "*Nous partagerons nos ressources, même à l'avenir, mais j'espère qu'ils répondront également à nos demandes*", a déclaré M. Abiy.

L'Éthiopie affirme que le méga-barrage est essentiel à son développement et qu'il n'aura aucun effet négatif sur le **Soudan** et l'**Égypte** en aval, qui craignent qu'il n'ait une incidence sur leur approvisionnement en eau. La quasi-totalité des 109 millions d'Égyptiens dépendent des eaux du Nil.

Le barrage a fait l'objet de plusieurs cycles de négociations, mais les parties n'ont pas réussi à trouver un accord pour réglementer son utilisation. Les dernières négociations ont eu lieu en décembre.

L'Éthiopie, nouvelle terre promise du bitcoin?

25/03/2024 /rfi.fr

L'Éthiopie veut, elle aussi, profiter de la vague du bitcoin en accueillant sur son territoire les entreprises de minage. Est-ce vraiment la nouvelle terre promise du bitcoin, comme l'affirment les acteurs chinois de cette industrie ?

L'Éthiopie interdit l'usage du bitcoin, mais autorise son minage depuis 2022. Depuis, le pays est devenu la nouvelle frontière de ce rouage essentiel de **la crypto monnaie**. Essentiel pour créer de nouvelles unités de monnaie et pour valider chacune des transactions. Ces opérations effectuées via des serveurs exigent beaucoup, beaucoup d'électricité. Or l'Éthiopie avec son GERD, le « Grand barrage de la renaissance éthiopienne » a un potentiel pharamineux, qu'elle entend exploiter au maximum. D'où la signature d'un protocole d'accord avec 21 sociétés de minage en février dernier, pour la plupart chinoises. Elles paieront la facture en devise, c'est ce qui motive **l'État éthiopien. Il est aujourd'hui aux abois, en défaut de paiement**, et cherche donc par tous les moyens à faire rentrer des dollars.

L'Éthiopie mettra en service son méga-barrage hydroélectrique cette année

27/03/2024 /al24news.com

L'Éthiopie prévoit de mettre en service dans le courant de l'année 2024 son projet hydroélectrique de Grand barrage de la renaissance éthiopienne (GERD), actuellement en construction, a rapporté lundi un responsable éthiopien.

Dans un entretien à l'agence de presse éthiopienne, Kifle Horo, directeur du projet GERD, a déclaré que ce chantier hydroélectrique de grande ampleur devrait être achevé dans une période de sept mois.

« Le chantier de construction civile de ce barrage est actuellement achevé à 99% tandis que les travaux électromécaniques sont achevés à 78% », a indiqué M. Horo.

Dans le cadre de ses objectifs de développement, l'Éthiopie entreprend actuellement différents projets hydroélectriques, dont le GERD, dont la construction a débuté en avril 2011.

Ce pays d'Afrique de l'Est avait à l'origine prévu de générer près de 6.500 mégawatts d'électricité de ce barrage. La capacité de production électrique a été réduite à 5.150 mégawatts.

Ce barrage est actuellement construit sur le Nil bleu dans la province de Benishangul-Gumuz avec une capacité de retenue totale de 74 milliards de mètres cubes d'eau.

Gabon

Gabon : sept mois après le coup d'Etat, un dialogue national diversement apprécié

lemonde.fr / 2024/03/28

Le président de la transition, le général Brice Oligui Nguema, promet une vaste consultation. L'opposition craint qu'elle soit « phagocytée » par les thuriféraires du nouveau pouvoir.

Sept mois après le coup d'Etat ayant mis fin à cinquante-cinq ans de « *dynastie Bongo* » au [Gabon](#), le président de transition Brice Oligui Nguema tiendra promesse mardi 2 avril avec un dialogue national inclusif (DNI) d'un mois, censé préparer des élections en 2025.

Le respect jusqu'ici du calendrier d'une transition de deux ans est salué par la communauté internationale et une grande majorité de Gabonais, pour qui le général est un « héros » qui les a sauvés d'un régime « *corrompu* », mais des voix s'élèvent pour fustiger un dialogue « *entre soi* », qui pavera une voie royale au général Oligui vers la présidentielle. Les appels à reporter et réorganiser cette « *consultation de toutes les forces vives de la nation* » sont quotidiens dans la frange de l'ancienne opposition qui n'a pas rallié le pouvoir militaire et dans la presse indépendante.

Gambie

Ghana

Le Ghana constate une baisse du fardeau du paludisme et vise l'élimination

26 mars 2024 / gavi.org

En 2022, le Ghana a enregistré plus de 5,2 millions de cas confirmés de paludisme, avec 151 décès liés à la maladie, selon le document du [plan stratégique](#) du NMEP.

Cela représente déjà une amélioration considérable par rapport à 2012, année où le Ghana a enregistré 2 799 décès dus au paludisme. D'autres signes indiquent que le Ghana est sur la bonne voie : le taux de prévalence nationale, qui mesure le nombre total de cas divisé par la population totale, est passé de 27,5 % en 2011 à 8,6 % en 2022.

Le nombre de cas confirmés de paludisme pour 1 000 personnes est passé de 192 en 2019 – année où le Ghana a commencé à déployer le [premier vaccin antipaludique au monde](#) dans le cadre du programme pilote de trois pays – à 159 seulement un an plus tard.

Cependant, selon le nouveau plan stratégique, le NMEP vise haut, avec pour objectif de réduire la mortalité due au paludisme de 90 % d'ici l'année 2028, en utilisant 2022 comme année de référence. Ils prévoient également de réduire de moitié l'incidence des cas de paludisme d'ici 2028 et d'éliminer le paludisme dans les 21 districts considérés comme ayant une charge de paludisme très faible d'ici 2028.

La Dr Keziah Malm, responsable du programme du NMEP, a cependant déclaré à VaccinesWork que l'objectif de la stratégie ne se traduit pas par « une élimination à l'échelle nationale complète. Au contraire, nous avons divisé le pays en zones avec des taux de paludisme très faibles, faibles et

élevés. Nous procédons par étapes, c'est pourquoi nous l'appelons une élimination à l'échelle régionale », a-t-elle expliqué.

« Nous allons continuer à mettre en œuvre toutes les actions que nous avons entreprises en tant que pays pour lutter contre le paludisme. De plus, dans les zones que nous avons identifiées comme "très faibles" et "faibles", nous effectuerons une surveillance du parasite », a déclaré le Dr Malm, ajoutant que l'organisation a inclus deux districts présentant une charge de paludisme très élevée dans les plans de surveillance pour 2024.

Le NMEP prévoit également de mettre en place un dépistage saisonnier du paludisme dans des régions telles que l'Upper East, l'Upper West, le Northern Savana et le Oti. Initialement prévues pour une période de quatre mois pendant la saison de forte transmission, les activités de dépistage ont été prolongées d'un mois supplémentaire en raison des pluies prolongées.

Guinée

Guinée : Le parti d'Alpha Condé tance le CNRD et titille la Cour Suprême...

le 23 mars 2024 / africaguinee

CONAKRY-Le RPG arc-en-ciel a dénoncé ce samedi 23 mars 2024 la violation par le CNRD (comité national du rassemblement pour le développement) de la « **Loi L/2017/N°0041/AN** » portant Prévention, Détection et Répression de la Corruption et des Infractions Assimilées.

Cette Loi votée en 2017 en son article 25 oblige les hautes personnalités et les hauts fonctionnaires qui occupent un poste dans lequel leurs intérêts personnels ou privés sont de nature à affecter leurs fonctions officielles, de faire la déclaration de leur patrimoine.

Cette déclaration concerne, au moment de leur entrée en fonction, tous les biens, valeurs, avoirs et intérêts possédés par eux-mêmes ; à la fin de l'exercice de la fonction, l'origine précise des biens, valeurs, avoirs et intérêts excédant les revenus de fonction acquis pendant toute la durée du service par eux-mêmes.

Selon le parti d'Alpha Condé, cette disposition légale n'est pas respectée depuis l'avènement du CNRD au Pouvoir. A titre d'exemple, le RPG arc-en-ciel rappelle que lorsque l'ancienne garde des sceaux sous le CNRD, Fatouma Yarie Soumah a demandé à ses collègues, de déclarer leurs biens, elle a été limogée.

« *Nous sommes au deuxième gouvernement, trois premiers ministres. Jusqu'à présent, les hautes personnalités civiles et militaires, est-ce que, quelqu'un a déclaré ses biens ?* », s'interroge-t-il, avant de demander des comptes à la Cour Suprême.

« *Est-ce que la Cour Suprême a demandé à ces responsables, selon la loi, de déclarer leurs biens ? (...)* Pourquoi cette pratique n'est plus de vigueur alors qu'on prône la refondation... », fustige l'ancien ministre du commerce.

Le CNRD n'est pas la seule cible des acteurs politiques. Le Gouvernement dirigée par Bah Oury est également interpellé. « Bah Oury et les membres de son gouvernement doivent faire la déclaration de leurs biens » interpelle un acteur politique qui rappelle que depuis l'arrivée du CNRD, cela n'a pas été fait alors que des ministres nommés par le régime actuel ont été éclaboussés par des scandales

Guinée : deux importants accords de financement adoptés par le CNT

mardi, 26 mars 2024 / guineenews.org

Ce mardi 26 mars, le Conseil National de la Transition (CNT) a procédé à l'examen et à l'adoption de deux importants accords à l'hémicycle du palais du peuple à Conakry.

En effet, le premier accord est un prêt et un mandat, relatifs au financement du projet d'approvisionnement en Eau Potable et d'assainissement en milieu rural, dans les régions de la moyenne Guinée et Haute Guinée, pour un montant de 40 millions de dollars US, signés, le 9 novembre 2023, entre la Banque Islamique de Développement (BID) et la République de Guinée. Ce financement de 40 millions de dollars US est constitué d'un prêt de 5 millions de dollars US et d'une vente à tempérament de 35 millions de dollars US.

Selon le CNT, il vise à fournir un accès durable à l'eau potable pour environ 915 000 personnes et un accès sécurisé à l'assainissement pour environ 1000 ménages vivant dans les zones rurales des régions de la haute et moyenne Guinée d'ici 2029.

Le deuxième accord est le programme WARDIP. C'est un programme regional qui concerne dans sa phase pilote quatre pays a savoir : la République de Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et la Gambie.

Il s'agit d'un accord de prêt relatif au financement pour la mise en œuvre du programme « West Africa Digital Intégration Program », signé le 14 décembre 2023 entre l'Association Internationale de Développement (IDA) et la République de Guinée, pour un montant 60 millions de dollars.

« Son objectif principal est d'accroître l'accès et l'utilisation du haut débit a l'échelle régionale ouest-Africaine, notamment dans les pays ou Etats bénéficiaires du programme au sein de cette region ou sous-region, et de promouvoir l'intégration d'un marché numérique unique en Afrique de l'Ouest« , révèle-t-on dans le rapport.

Guinée-Bissau

Guinée-Bissau: les responsables religieux appellent à la paix et à la tolérance religieuse

2024-03-25 / Vaticannews

Jeudi 21 mars, dans la capitale Bissau, les responsables religieux de Guinée-Bissau ont présenté une déclaration commune appelant à la paix et à la tolérance religieuse dans le pays. Ce document fait suite à des cas de vandalisme, de profanation et d'incendies des lieux de culte en 2023. Un lieu sacré des religions traditionnelles, deux églises catholiques et une église évangélique avaient été visés.

Cette initiative fait suite à plusieurs cas d'attaques contre des lieux de culte traditionnels et une église évangélique, associés à la prolifération de discours de haine et d'intolérance religieuse diffusés par différents acteurs nationaux.

Le document, signé par des représentants des communautés catholique, musulmane, évangélique et de la religion traditionnelle, rejette tous les actes d'intolérance religieuse enregistrés dans le pays et appelle à leur cessation immédiate.

S'abstenir des discours sectaires et radicaux

En plus d'exhorter les autorités judiciaires à enquêter et à traduire en justice les responsables d'actes d'intolérance religieuse qui tendent à mettre en péril la paix et la cohésion nationale, la déclaration commune appelle les Guinéens à s'abstenir de proférer, de publier et de diffuser des discours sectaires et radicaux susceptibles d'encourager la haine et l'intolérance dans le pays. Le document a été lu et présenté par le père Augusto Mutna Tambá ce jeudi 21 mars.

«Reconnaissant les risques que ces phénomènes font peser sur la paix, la stabilité et le développement, nous, chefs religieux, adoptons cette déclaration appelant à la paix», peut-on lire dans la communication présentée par le père Augusto Mutna Tambá.

Guinée-Bissau: début du processus de mise à jour des listes électorales

27/03/2024 / maroc-diplomatique.net

Le processus de mise à jour des listes électorales en vue des prochaines élections en Guinée-Bissau a été lancé lundi à Bissau par le ministre des Travaux publics, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Fidélis Forbes.

Prévue sur deux mois, l'opération concerne les nouveaux électeurs qui ont atteint 18 ans, soit l'âge de voter, les citoyens qui n'ont jamais été recensés, ceux qui ont perdu leur carte d'électeur et ceux ayant changé de lieu de vote.

« Le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour que ce processus puisse démarrer à la date du 25 mars comme prévu, car c'est la première fois dans l'histoire politique de notre pays que nous procédons à une mise à jour des listes électorales », a déclaré M. Forbes, cité par des médias.

Le directeur général du bureau d'appui technique (GTAPE), Gibril Baldé, a donné l'assurance que *« les techniciens de (son) institution sont déjà à pied d'œuvre pour garantir le bon déroulement de leur mission ».*

Guinée équatoriale

Guinée Equatoriale : Le gouvernement annonce une surveillance renforcée de ses côtes nationales

27 Mars 2024 / alwihdainfo.com

La Guinée équatoriale, pays situé en Afrique centrale, a récemment annoncé une augmentation de la surveillance de ses côtes nationales. Cette décision a été prise après une constatation du vice-président guinéen, Teodoro Obiang Nguema, selon lequel la fréquence de surveillance des côtes était faible ces dernières années.

Le 27 mars 2024, Teodoro Obiang Nguema a souligné sur Twitter qu'il avait rencontré les responsables des forces navales du pays afin d'exiger la reprise des patrouilles. Il a également précisé que cette fois-ci, le service serait assuré 24h/24 grâce à l'utilisation de petits bateaux.

Il est important de rappeler que la Guinée équatoriale partage ses côtes avec les pays voisins tels que le Cameroun, le Gabon et le Congo. Ces zones maritimes ont souvent été le théâtre d'attaques perpétrées par des pirates.

En renforçant la surveillance de ses côtes nationales, la Guinée équatoriale espère prévenir et dissuader les actes de piraterie maritime qui menacent sa sécurité et celle des navires naviguant dans ces eaux. La présence constante des petites embarcations permettra aux autorités guinéennes d'intervenir rapidement en cas d'incident ou d'intrusion illégale sur leurs territoires maritimes.

Cette initiative témoigne donc de l'engagement du gouvernement guinéen à protéger ses frontières maritimes et à assurer la sécurité de sa population ainsi que celle des navires commerciaux qui transitent dans cette région stratégique. En renforçant leur capacité opérationnelle en mer, les forces navales pourront mieux surveiller les activités suspectes et coordonner efficacement leurs actions pour prévenir toute menace potentielle.

De plus, cette mesure contribuera également à garantir un environnement marin sûr pour tous ceux qui dépendent de l'économie maritime locale. En effet, ces attaques pirates peuvent avoir un impact considérable sur le commerce régional.

Kenya

Kenya : à Makueni, un rocher pour capter et stocker l'eau de pluie

Africanews/24/03/2024

Dans le comté de Makueni, dans le sud-est aride du Kenya, l'eau est très rare. Il y a peu d'eau courante et peu d'alternatives fiables.

En 2012, les villageois ont donc décidé de s'attaquer à ce problème en aménageant un système pour stocker l'eau. Ils ont construit un mur en béton autour d'un immense rocher pour piéger l'eau de pluie, avec le soutien financier et technique d'une ONG appelée Africa Sand Dam Foundation.

Ils ont placé de grosses pierres pour filtrer l'eau et un tuyau pour acheminer l'eau vers des réservoirs de stockage.

L'eau recueillie dans la roche s'écoule dans les réservoirs par le biais du tuyau, puis vers un point de collecte d'eau situé à proximité, où les habitants vont la chercher aux robinets.

Jefferson Mutie, responsable de la communication à Africa Sand Dam Foundation, explique comment cela fonctionne : "Les systèmes de captage de l'eau sur rocher consistent à construire un mur en béton autour d'un rocher, ce qui permet de recueillir l'eau de pluie jusqu'au stockage ou aux réservoirs, c'est-à-dire les citernes d'eau de pluie."

Auparavant Joyce Mule devait marcher deux heures pour trouver de l'eau dans son village vallonné et rocheux de Syumbe, dans le comté de Makueni. Aujourd'hui, elle peut venir se ravitailler cinq fois par jour et ne met qu'une demi-heure pour ramener de l'eau chez elle.

"_Avant, nous étions confrontés à de sérieux problèmes d'approvisionnement en eau. Nous devons marcher de longues distances, environ deux heures, pour trouver de l'eau. Arrivés au puits, il y avait déjà beaucoup de monde. Nous devons attendre au moins 30 minutes pour obtenir un jerrican d'eau."

Aujourd'hui, Joyce se dit soulagée car la nouvelle source d'eau est proche, et son eau est propre et disponible en permanence. Elle raconte que ses arbres produisent plus de fruits et que ses vaches donnent plus de lait.

"Avant, nous pensions que ces pierres ne valaient rien. Comme vous pouvez le voir, nous avons maintenant de l'eau dans ces réservoirs grâce à ces pierres. Nous voyons maintenant leurs avantages et nous en sommes reconnaissants." dit-elle.

Les villageois ont ainsi réussi à détourner l'eau de pluie en construisant un mur en béton. L'eau est ensuite filtrée avec du sable et du gravier, avant de s'écouler dans des cuves de stockage recouvertes. Chaque cuve en béton peut contenir jusqu'à 190 000 litres d'eau.

Jeûne mortel au Kenya: les premiers corps rendus aux familles

2024/03/26/dhnet.be

Les premiers corps d'adeptes d'une secte évangélique au Kenya, dont le pasteur prêchait de jeûner jusqu'à la mort, ont été rendus mardi aux familles, près d'un an après la découverte des premières victimes, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un total de 429 corps ont été retrouvés depuis le début des fouilles en avril 2023 dans la forêt de Shakahola (sud-est), près de la ville de Malindi, où le pasteur autoproclamé Paul Nthenge Mackenzie prônait de jeûner jusqu'à la mort pour "rencontrer Jésus" avant la fin du monde qu'il annonçait pour août 2023.

Il aura fallu près d'un an pour identifier les corps grâce à l'ADN.

Une famille en pleurs a reçu quatre corps, qui ont été chargés dans un corbillard à Malindi, a constaté un journaliste de l'AFP.

Chauffeur de taxi avant de se proclamer pasteur, Paul Nthenge Mackenzie est en détention depuis le 14 avril, au lendemain de la découverte des premières victimes dans la forêt de Shakahola où se réunissait son "Eglise internationale de Bonne nouvelle".

Les recherches menées dans cette vaste zone de "bush" de la côte kényane ont depuis permis de découvrir 429 corps dans des tombes ou fosses communes, des décès qui se sont étalés sur plusieurs années.

Au moins 35 autres charniers ont été identifiés et de nouvelles exhumations à venir pourraient alourdir le bilan.

Lesotho

Liberia

Libye

Libye : une "fosse commune" a été découverte avec au moins 65 corps de migrants

22 mars 2024 / rtbf.be

Une "fosse commune" a été découverte cette semaine dans le sud-ouest de la Libye avec les corps d'au moins 65 migrants, a affirmé vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), se disant "profondément choquée et alarmée"

Un porte-parole de cette agence de l'ONU a expliqué à l'AFP que la "fosse commune" avait été découverte "par les autorités responsables de la sécurité" du pays, par lequel transitent de nombreux exilés fuyant des pays africains instables ou marqués par des difficultés économiques et le changement climatique.

"Les circonstances de leur mort et leurs nationalités restent inconnues", indique l'OIM dans un communiqué, qui ne précise pas si les dépouilles correspondent à des hommes ou des femmes. L'organisation pense que les migrants sont morts "pendant leur traversée clandestine du désert".

L'OIM explique également que les autorités libyennes enquêtent sur ces décès, et "leur demande, ainsi qu'aux agences partenaires des Nations Unies, de veiller à la récupération des corps dans la dignité, à l'identification et au transfert des dépouilles des migrants décédés, d'en informer les familles et de les aider".

Selon l'OIM, la découverte de la fosse commune met en évidence le besoin urgent de relever les défis de la migration irrégulière, notamment par "*une réponse coordonnée au trafic illicite de migrants et à la traite des personnes*".

"En l'absence de voies régulières offrant des possibilités de migration légale, de telles tragédies continueront à se produire le long de cet itinéraire", poursuit l'agence.

Selon le projet Migrants Disparus de l'OIM, au moins 3 129 décès et disparitions de migrants ont été recensés en 2023 le long de la route de la Méditerranée. Il s'agit de l'itinéraire migratoire le plus meurtrier.

Réunion tripartite Algérie-Tunisie-Libye : le lancement d'une nouvelle dynamique maghrébine

le mardi 26 mars 2024 / lpost.be

Début mars a eu lieu, en marge du 7e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz, une rencontre entre les Présidents algérien, tunisien, et libyen, dont peu de médias se sont fait l'écho en Occident. En effet, le 3 mars dernier, les dirigeants de l'Iran, l'Irak, le Qatar, la Mauritanie, le Sénégal, la Tunisie, la Libye, le Mozambique et la Bolivie, concluaient leurs travaux. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République algérienne, son homologue tunisien, Kaïs Saïed, et Mohamed Younes El-Menfi, Président du Conseil présidentiel libyen, se sont rencontrés sur place afin de passer en revue les résultats de ce sommet et discuter de l'avenir. Le bilan principal de cet échange tripartite: l'entérinement d'une réunion tripartite tous les trois mois. Premières retrouvailles entre les trois Présidents : elles auront lieu en Tunisie à l'issue du Ramadan.

L'objectif de la réunion tripartite entre les trois Présidents sera évidemment de discuter de la situation du Maghreb, qui émerge péniblement d'années de chaos, de guerre, ou d'instabilité politique, depuis les Printemps arabes survenus dès 2010 et dont une large partie des fruits remportés par les révolutions populaires ont été confisqués. Notamment par certains des dirigeants ici présents et déjà cités. Mais les difficultés sont colossales pour ces trois pays en particulier : des défis politiques, mais également économiques et sécuritaires. Certains parlent déjà du lancement d'une nouvelle dynamique maghrébine. L'Algérie et La Tunisie veulent profiter de leurs relations pour jouer le rôle de locomotive de cette union. Evidemment, le Maroc est out. Ce qui n'est pas une surprise vu la relation à couteaux tirés du Royaume chérifien avec l'Algérie depuis des années.

Madagascar

Madagascar: à l'approche des législatives, le retour de voix contestataires

25/03/2024 / rfi.fr

À Madagascar, à l'approche des élections législatives du 29 mai, les voix qui s'étaient élevées pendant la présidentielle de novembre, se font de nouveau entendre. L'opposition, autrefois réunie dans le « Collectif des 11 » est aujourd'hui divisée mais engagée vers les législatives. Autre figure contestataire de taille : la présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa. Dans un discours ce samedi 23 mars, cette ancienne alliée du président Andry Rajoelina a dénoncé, quatre mois après la réélection de ce dernier, une situation socio-politique délétère.

Dans son discours au palais de Tsimbazaza, la présidente de l'Assemblée nationale de [Madagascar](#) a dressé un état des lieux très critique : « *le peuple s'enlise dans la pauvreté extrême, dit-elle, il vit dans l'illusion de fausses promesses, dans l'obscurité, dans la saleté* ». Et d'ajouter, sans citer de noms, que « des hommes » étaient responsables de ces maux.

En novembre dernier, Christine Razanamahasoa s'était attirée les foudres du camp du pouvoir dont elle est elle-même issue, en demandant l'annulation de l'élection présidentielle, faute, disait-elle d'un climat apaisé pour celle-ci. S'en était suivi un désaveu immédiat des députés du parti majoritaire. Pas de quoi décourager cette voix contestataire dont le discours est aujourd'hui adoubé par l'opposition.

Madagascar : poursuites judiciaire contre les braconniers de la mer

le 27 mars 2024/la1ere.francetvinfo.fr

À Madagascar, 26 personnes sont en prison, accusées de pêche illégale des concombres de mer... et ce ne sont pas des petits poissons : on compte parmi elles de hauts responsables de l'administration de la pêche, ainsi que des hommes d'affaires chinois

Un ancien directeur général de la pêche et de l'aquaculture, le directeur de la pêche et de l'économie bleue, un responsable du contrôle des produits de la pêche ; tout ce beau monde est derrière les barreaux ainsi que 7 ressortissants chinois et 16 propriétaires et commandants de bateaux malgaches. Les juges du bureau anticorruption de Madagascar, le BIANCO, n'ont pas fait de quartier en faisant incarcérer toutes ces personnalités.

Les concombres de mer, autrement appelés holothuries, font l'objet d'une protection internationale. En ce moment il est interdit de les prélever sur les côtes nord de la grande île. Cependant l'appât du gain provoque un intense trafic puisque ces produits sont très prisés sur le marché chinois.

Plusieurs pays de la région, notamment les Seychelles et Maurice plaident pour une pêche régulée.

Malawi

Sécheresse au Malawi : le pays en état de catastrophe naturelle liée au phénomène El Niño

2024/03/25 / lemonde.fr

Pluies insuffisantes, inondations, sécheresse : 44,3 % des cultures du maïs du pays ont été « endommagées », menaçant de famine près de 2 millions de familles.

Le [Malawi](#) a besoin de 200 millions de dollars (184 millions d'euros) en aide alimentaire pour répondre aux besoins de millions de ses citoyens qui risquent la famine, en raison de l'impact de la sécheresse liée au phénomène climatique El Niño.

Le président Lazarus Chakwera a déclaré, samedi 23 mars au soir, l'état de catastrophe naturelle dans vingt-trois des vingt-huit districts du pays d'Afrique australe, résultat d'une évaluation gouvernementale des dégâts sur les terres agricoles aggravés par El Niño.

« Outre des précipitations tardives et irrégulières, ces districts ont été confrontés à des pluies insuffisantes, à des inondations et à des périodes de sécheresse prolongées, ce qui a gravement nui aux cultures et perspectives de production alimentaire », a déclaré M. Chakwera lors d'une allocution nationale. « Notre première évaluation indique que près de 2 millions de ménages agricoles ont été touchés et que 749 113 hectares de maïs, soit 44,3 % de la superficie cultivée au niveau national, ont été endommagés », a-t-il ajouté.

M. Chakwera a souligné le besoin urgent d'aide alimentaire dans les districts touchés.

« J'exhorte tous les Malawiens, tant au pays qu'à l'étranger, ainsi que nos partenaires de développement, la communauté internationale, les agences des Nations unies concernées, la Banque mondiale, les organisations non gouvernementales, le secteur privé local, les membres du Parlement et toute personne en mesure de fournir des ressources, financières ou en nature, à soutenir cette cause », a-t-il déclaré.

« Pratiques intelligentes »

Le président a estimé qu'environ 600 000 tonnes de maïs, d'une valeur d'environ 200 millions de dollars, seraient nécessaires pour répondre à la gravité de la situation dans le pays.

Dimanche, le réseau de la Société civile agricole du Malawi (Cisanet) a soutenu l'appel à l'aide internationale du président, insistant toutefois sur « l'importance d'aligner les investissements sur des pratiques intelligentes en matière de climat, d'améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux ressources et de renforcer les institutions locales pour une mise en œuvre efficace ».

Selon l'Organisation des Nations unies, plus de 13 millions de personnes en Afrique australe manquent déjà de nourriture, alors que l'été touche à sa fin, et ce nombre devrait augmenter dans les prochains mois.

La Zambie, voisine du Malawi, a notamment déclaré fin février une « catastrophe nationale », au vu de son secteur agricole dévasté, affectant plus d'un million de foyers, selon son gouvernement. Et le Zimbabwe est également mobilisé contre les risques de famine.

Le phénomène climatique naturel El Niño, qui est réapparu au milieu de 2023, entraîne généralement une augmentation des températures mondiales pendant un an.

Mali

Mali: une dizaine d'enfants tués par une frappe de drones de l'armée

lun. 25 mars 2024 / news.yahoo.com

Au Mali, une frappe de drone de l'armée malienne a tué une dizaine d'enfants dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 mars. Cela s'est passé dans le village de Douna, commune de Mondoro, région de Douentza, non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Selon les sources locales jointes par RFI, c'est une école coranique qui a été frappée.

Quatorze morts, essentiellement des enfants de l'ethnie dogon : selon plusieurs sources civiles locales, notables et représentants communautaires, cette frappe de drone est survenue vers 22 heures. Traditionnellement, dans cette partie du [Mali](#), les élèves des écoles coraniques étudient très tôt le matin, et très tard le soir, autour du feu. C'est à ce moment que le drone a lâché ses munitions.

Les images reçues par RFI sont difficilement soutenables : elles montrent des corps d'enfants déformés, ensanglantés... Neuf blessés auraient été évacués vers l'hôpital de Mopti-Sévaré.

« Ces bavures doivent cesser ! » Ce commentaire n'est pas celui d'un villageois de Douna mais d'une source sécuritaire malienne, jointe à Bamako, qui confirme cette nouvelle tragédie et assure que « des voix s'élèvent », y compris au sein des forces maliennes de sécurité, contre ces récurrentes erreurs de ciblage lors des frappes de drone.

Il y a tout juste une semaine, 14 civils, dont des femmes et des enfants, [avaient été tués à Amasrakad](#), région de Gao.

Maroc

Maroc : 9% considèrent l'approvisionnement en eau comme une priorité [sondage]

27/03/2024 /yabiladi.com

les résultats d'un sondage d'opinion réalisé par afrobarometer indiquent que la couverture en assainissement au maroc est de 72%. L'enquête, qui a porté sur 39 pays africains, a confirmé que 9% seulement des marocains considèrent le problème de l'approvisionnement en eau comme une priorité.

[Selon la même source](#), 3% des sondés au Maroc disent souffrir de fréquentes coupures d'eau, tandis que 7% ont confirmé qu'ils souffraient d'un manque d'eau et de problèmes l'approvisionnement. Pour leur part 12% ont déclaré avoir manqué d'eau potable une ou deux fois au cours de l'année écoulée.

Le rapport confirme que 411 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Près des trois quarts d'entre eux ne bénéficient pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.

Le Maroc va mener des exercices navals dans les eaux du Sahara

25 mars 2024 / bladi.net

La Marine royale marocaine s'apprête à effectuer des manœuvres navales dans les eaux du Sahara, au large des îles Canaries. Une opération qui intervient suite à la demande de l'avocat général invitant la Cour de justice de l'UE à annuler l'accord de pêche avec le Maroc.

Dans une circulaire datée du 19 mars, les délégations de la pêche maritime des villes de Laâyoune et Dakhla ont informé les pêcheurs que des manœuvres navales s'effectueront dans quatre zones maritimes, du 29 mars au 28 juin. Au cours de la période, ces zones seront interdites à la pêche, rapporte *El Confidencial*.

Selon des sources diplomatiques, cette opération de la Marine royale marocaine vise à réaffirmer la souveraineté du Maroc sur les eaux du Sahara. Cet exercice naval va démarrer vendredi prochain, soit une semaine après que l'avocate générale de la cour de justice de l'UE, Tamara Capeta, a demandé l'annulation de l'accord de pêche UE-Maroc parce qu'il inclut les eaux du Sahara.

Le tribunal de l'UE avait rendu en septembre 2021 un arrêt annulant ledit accord de pêche. Le Conseil des ministres, la Commission européenne, une association marocaine de pêcheurs ainsi que l'Espagne et la France, avaient fait appel de cette décision. La cour de justice de l'UE rendra son verdict définitif à la fin du mois de juin, période qui coïncidera avec la fin des manœuvres navales marocaines.

L'accord de pêche entre l'UE et le Maroc n'a pas été renouvelé après son expiration en juillet dernier, causant d'énormes préjudices aux pêcheurs espagnols qui disposaient de 93 licences de pêche dans les eaux du Sahara, sous souveraineté marocaine. Par ailleurs, le Maroc est également en négociations avec l'Espagne pour qu'elle lui cède la gestion de l'espace aérien du Sahara.

Maurice

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : Le Maroc et l'Île Maurice montrent la voie aux superviseurs bancaires francophones

25 mars 2024 / aujourd'hui.ma

Le rapport conjoint émis par Bank Al-Maghrib et la Banque de Maurice a pour finalité de renforcer leur cadre juridique et réglementaire et améliorer leur système de supervision et de contrôle en matière de LBC/FT.

Le retour d'expérience de Bank Al-Maghrib et de la Banque de Maurice en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme a été mis en exergue lors de l'ouverture de la réunion plénière du Groupe des superviseurs bancaires francophones (GCBF). Les deux banques centrales ont en effet publié un rapport conjoint dans ce sens qui relaye leur gestion du dossier de retrait de leurs pays dans les délais impartis de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI). La finalité étant de permettre à d'autres juridictions de prendre avantage des principes fondamentaux, des bonnes pratiques et des leçons tirées en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Il est également question de permettre aux membres du Groupe des superviseurs bancaires francophones de renforcer leur cadre juridique et réglementaire et améliorer leur système de supervision et de contrôle en matière de LBC/FT.

«En tant que membre du GSBF, Bank Al-Maghrib met, dans ce rapport conjoint, à la disposition des autres membres de ce groupe son retour d'expérience en la matière ainsi que les meilleures pratiques qui en ressortent au niveau de la gouvernance, la coopération inter-entités, le corpus légal et réglementaire ainsi que le dispositif opérationnel. Cela leur permettra de tirer les enseignements nécessaires au bon déroulement de ce processus», indique dans ce sens M. Jouahri. Et de préciser que «Bank Al-Maghrib a joué un rôle catalyseur aux côtés des parties prenantes concernées pour renforcer le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme», indique dans ce sens Abdellatif Jouahri, gouverneur de Bank Al Maghrib.

En effet, l'institution a mobilisé ses équipes pour la mise en œuvre du plan d'action du GAFI afin d'assurer la sortie du processus de suivi renforcé du GAFI, connu sous le nom de liste grise. Du côté de la Banque de Maurice, son gouverneur Harvesh Kumar Seegolam, G.C.S.K., a saisi l'occasion de la présentation du rapport pour souligner l'importance que revêt la conformité aux normes du GAFI. «Ayant été en première ligne en tant que responsable de la délégation mauricienne lors des discussions avec les évaluateurs du GAFI, j'ai tenu à permettre à d'autres banques centrales de comprendre les enjeux et les implications de la gestion des différentes étapes menant à la conformité aux normes du GAFI.

Mauritanie

Mauritanie: Manifestations nocturnes devant l'ambassade américaine en solidarité avec Gaza

25.03.2024 / aa.com.tr

- Les manifestants ont exigé que le gouvernement mauritanien rompe ses liens avec les États-Unis en raison de leur soutien à Israël, selon le correspondant d'Anadolu.

Des dizaines de Mauritaniens ont manifesté dans la nuit de dimanche à lundi, devant l'ambassade américaine dans la capitale Nouakchott, en signe de solidarité avec la Bande de Gaza et pour y exiger la fin de la guerre.

Selon le correspondant d'Anadolu, les manifestations se sont poursuivies jusqu'à l'aube de lundi et les participants ont scandé des slogans au profit de la résistance palestinienne et des habitants de Gaza.

Les manifestants ont accusé les États-Unis d'être complices dans la "guerre d'extermination" lancée contre Gaza et ont exigé que le gouvernement mauritanien rompe ses relations avec ce pays qui soutient Israël.

Les manifestants ont également souligné la nécessité de maintenir la pression populaire jusqu'à ce que la guerre contre Gaza cesse.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une guerre dévastatrice dans l'enclave assiégée avec le soutien américain, faisant des dizaines de milliers de victimes civiles, dont la plupart des femmes et des enfants, outre une catastrophe humanitaire et des destructions massives au niveau des infrastructures.

Mozambique

Vague de violences djihadistes au Mozambique

28/03/2024 / dw.com

Après des mois de calme relatif, la province mozambicaine de Cabo Delgado connaît une nouvelle vague de violences. Les experts l'expliquent par les connexions entre les différents groupes islamistes sur le continent.

Au Mozambique, depuis le début de l'année, les habitants de Cabo Delgado vivent à nouveau dans la peur. Plusieurs stations balnéaires ont été le théâtre de combats entre les forces de sécurité et les djihadistes. Conséquence : entre début février et début mars, environ 100.000 personnes ont fui. Parmi elles, 61.000 enfants, selon les chiffres de l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations.

Un regain de violences, alors que cela fait [sept ans déjà](#) que le conflit est latent dans cette province septentrionale du Mozambique. Régulièrement, des témoins rapportent des cas de décapitations et

d'enlèvements. En tout, depuis le début du conflit armé en 2017, environ 780.000 personnes ont été chassées de chez elles à cause des violences.

AFRIQUE/MOZAMBIQUE - "Le Pape François prie pour que cette guerre prenne fin et que nous puissions rentrer chez nous" : des réfugiés du Camp Corrane au Cardinal Tagle

mardi, 13 février 2024 / Agence Fides

Nampula (Agence Fides) - " Votre Éminence, ce que je voudrais vous demander de dire au Pape François, c'est de prier, prier pour que cette guerre se termine et que nous puissions rentrer chez nous ". C'est ce qu'a demandé un réfugié du centre d'accueil de Corrane, dans le district de Meconta, province de Nampula, à l'invitation du cardinal Luis Antonio Gochin Tagle, pro-préfet du Dicastère pour l'évangélisation, lors d'une récente visite du cardinal.

"Le samedi 27 janvier, nous avons quitté Nampula pour rejoindre le camp situé à 50 km. Dans notre esprit, 50 km peuvent être parcourus en une heure dans notre contexte, alors que là-bas, à cause des routes extrêmement abîmées, pleines de nids-de-poule et, Dieu merci, accessibles parce qu'il n'a pas plu, nous avons réussi à arriver en trois heures". MariaGrazia Salmaso, responsable du Bureau missionnaire du diocèse de Vittorio Veneto, a raconté dans un entretien avec l'Agence Fides la récente expérience partagée avec le Cardinal Tagle, Pro-préfet, après avoir présidé l'ordination épiscopale du Père Osório Citora Afonso, Missionnaire de la Consolata (I.M.C.), comme évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Maputo. L'évêque de Maputo, João Carlos Hatoa Nunes, et l'évêque de Nampula, Inácio Saúre, I.M.C. ont été également présents.

"Lors de la visite du camp de réfugiés, poursuit le responsable de Vittorio Veneto, il y a eu un moment formel au cours duquel le gouverneur local et le responsable de Caritas, après la présentation de toutes les personnes présentes, ont fait le point sur l'évolution du camp. "Les personnes silencieuses ont écouté, il y avait aussi un traducteur en portugais, car beaucoup ne parlent que le Makua, un dialecte de la région. Il y avait des personnes liées au monde de l'Église, mais aussi beaucoup d'autres qui ne l'étaient pas. Il y avait surtout beaucoup de femmes, d'enfants et aussi un bon nombre d'hommes qui nous accompagnaient.

"Lorsque le Pro-préfet a invité les personnes présentes à exprimer leurs pensées, a-t-il ajouté, les femmes en particulier ont eu du mal, car elles n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public. Elles l'ont fait à travers un chant qui nous a profondément émus. On a perçu beaucoup de fatigue, beaucoup de souffrance, un besoin d'humanité. Le cardinal leur a donné l'exemple de Marie, Joseph et Jésus, qui étaient aussi des réfugiés et ont dû quitter Nazareth, et les a exhortés à ne pas abandonner et à faire confiance à Dieu qui les aime et qui est proche d'eux, malgré les grandes difficultés de leur vie quotidienne".

Le Mozambique prend conseil auprès du Zimbabwe pour numériser son système judiciaire

lundi, 25 mars 2024 / wearetech.africa

Outre les coopérations avec des pays d'autres continents, les pays africains collaborent dans le but d'accélérer leur transformation numérique. C'est le cas du Zimbabwe et du Mozambique dans le cadre du secteur judiciaire.

Le Mozambique envisage de numériser tout son système judiciaire. C'est dans ce cadre que le président de la Cour suprême mozambicaine, Adelino Manuel Muchanga (photo, à gauche), a rendu visite le mercredi 20 mars à son homologue zimbabwéen, Luke Malaba (photo, à droite). Le but est d'en apprendre davantage sur le système intégré de gestion des dossiers (IECMS) utilisé par les services judiciaires zimbabwéennes.

« Nous avons vu ce qui s'est passé au Zimbabwe lorsqu'il s'est agi de mettre en œuvre avec succès le système et je pense que la clé du succès, entre autres raisons, est qu'il s'agit d'un programme national », a indiqué Adelino Manuel Muchanga. Et il poursuit : *« nous en sommes au point de départ et je pense que nous allons transposer cette expérience au Mozambique et voir comment nous pouvons impliquer le gouvernement et d'autres parties prenantes afin qu'ils mettent en œuvre le système pour les nombreux avantages qu'il peut apporter à l'efficacité du système judiciaire au Mozambique ».*

Comme de nombreux pays africains, le Mozambique suit son processus de transformation numérique des secteurs clés de son économie. Des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou encore le Kenya se sont déjà engagés sur ce chemin en investissant plusieurs millions de dollars dans le processus. La présidente de la Cour suprême du Kenya, Martha Koome, a donné, plus tôt dans le mois, la date du 1^{er} juillet comme date butoir pour que les tribunaux de son pays n'imprime plus d'actes de procédure. L'objectif de ces décisions est d'améliorer l'efficacité du système judiciaire et de faciliter son accès aux populations, en l'occurrence celles qui vivent dans les zones reculées ou isolées.

Pour rappel, les services judiciaires zimbabwéennes utilisent l'IECMS depuis 2018. Selon Luke Malaba, il a permis au Zimbabwe de faire des avancées dans le secteur, notamment en ce qui concerne l'efficacité et la transparence.

Namibie

Niger

Niger-Russie : Tiani et Poutine se sont entretenus pour « renforcer » leur coopération sécuritaire

27 mars 2024 / jeuneafrique.com

Le chef de la junte nigérienne, Abdourahamane Tiani, s'est entretenu mardi 26 mars au téléphone avec le président russe, Vladimir Poutine. Objectif : renforcer de nouveau les liens sécuritaires.

« Les deux chefs d'État » ont « échangé sur la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire » entre la Russie et [le Niger](#) « pour faire face aux menaces actuelles », précise un communiqué officiel nigérien lu à la radio publique.

Le général Tiani, qui dirige le pays depuis le renversement [du président civil Mohamed Bazoum](#) en juillet dernier, a exprimé ses « remerciements pour le soutien » de la Russie au Niger et à la « lutte » de ce pays sahélien pour la « souveraineté nationale », d'après la même source.

Des accords militaires déjà signés

Un communiqué du Kremlin rapporte que les deux parties ont exprimé leur « disposition à activer un dialogue politique et à développer une coopération mutuellement avantageuse dans divers domaines ». « Un échange de points de vue sur la situation dans la région du Sahara et du Sahel a également été mené, en mettant l'accent sur une coordination des actions pour assurer la sécurité et la lutte contre le terrorisme », a indiqué Moscou.

L'entretien s'est déroulé, côté nigérien, en présence du Premier ministre Ali Mahaman Lamine Zeine, du ministre de la Défense, le général Salifou Mody et celui de l'Intérieur, le général Mohamed Toumba, selon le communiqué nigérien. Mi-mars, le Niger, qui a tourné le dos à la France et quitté la Cedeao, [avait dénoncé avec « effet immédiat » l'accord de coopération militaire avec les États-Unis](#), remettant en question la présence d'un peu plus de 1 000 soldats américains au Niger.

La Russie avait déjà annoncé mi-janvier avoir convenu [d'« intensifier » sa coopération militaire](#) avec le Niger. Une [délégation russe s'était rendue à Niamey en décembre](#) pour discuter avec les militaires. Des accords sur le renforcement de la coopération sécuritaire avaient alors été signés.

Faim, meurtres et viols : Sur la ligne de front de la guerre "cachée" dans le monde

24 mars 2024/BBC News

Des personnes prises dans la guerre civile au Soudan ont raconté à la BBC des viols, des violences ethniques et des exécutions en pleine rue. Nos journalistes ont réussi à se rendre sur la ligne de front des combats près de la capitale, Khartoum.

Un haut fonctionnaire des Nations unies a décrit le conflit comme une "guerre cachée" qui a plongé le pays dans "l'un des pires cauchemars humanitaires de l'histoire récente", tandis que d'autres avertissent qu'il pourrait déclencher la plus grande crise de la faim au monde.

On craint également qu'au Darfour, dans l'ouest du pays, une répétition de ce que les États-Unis ont appelé un génocide il y a 20 ans ne soit en train de se produire.

Au Sahel, le retour de la guerre froide

le 20 mars 2024 /lemonde.fr

Le camouflet infligé à Washington par la junte au pouvoir au Niger, qui a exigé samedi le retrait sans délai des soldats américains du pays, marque la volonté d'un véritable retournement d'alliance, Niamey étant désormais un allié de Moscou.

Depuis son déclenchement, en 2020, la série de coups d'Etat qui a porté des militaires antifrçais au pouvoir dans trois pays du Sahel – le Mali, le Burkina-Faso, puis le Niger – était couramment analysée comme résultant d'une volonté de rompre avec leur ancien colonisateur. La brutale éviction des soldats américains, signifiée, samedi 16 mars, par la junte nigérienne du général Abdourahmane Tiani, donne une autre dimension à la vague autoritaire qui a saisi cette région du continent africain : celle d'un retour à une « guerre froide », comme lorsque, dans les années 1960-1990, après les décolonisations, l'Afrique était devenue un terrain d'affrontements par procuration entre l'Est et l'Ouest.

La rupture avec la France consécutive au putsch du 26 juillet 2023 s'était traduite par la dénonciation des accords de défense avec Paris et [par le départ du Niger, à la fin de décembre, du dernier soldat français](#). Les Etats-Unis, eux, se faisaient fort de ne pas subir le même sort pour leur millier de soldats, stationnés principalement à Agadez, base stratégique pour la lutte antijihadiste comme pour endiguer l'influence croissante de la Russie. Se désolidarisant des « *maladresses* » de Paris, ils avaient mis deux mois et demi à qualifier de « *coup d'État* » le putsch du général Tiani et maintenu leur ambassade à Niamey, alors que le représentant français était expulsé. D'autres pays européens, comme l'Allemagne et l'Italie, avaient cru pouvoir s'affranchir de la position française et conserver des liens avec le Niger.

Nigeria

Nigeria: les 137 élèves libérés ont retrouvé leurs familles

28-03-2024 / dhnet.be

Les 137 élèves enlevés le 7 mars par des bandes armées dans le nord-ouest du Nigeria et libérés dimanche doivent revenir jeudi dans leurs foyers après avoir bénéficié de soins et retrouvé leurs proches, a annoncé un porte-parole du gouverneur local.

Les enfants, originaires du secteur de Kuriga, ont fait l'objet d'examens médicaux dans la capitale régionale Kaduna, où ils ont pu retrouver leurs proches.

"C'était extrêmement émouvant", a indiqué un porte-parole, Muhammad Shehu, précisant que les enfants devaient rentrer chez eux jeudi.

Six d'entre eux ont dû être hospitalisés pour soigner des blessures subies durant la captivité. Un adulte enlevé avec le groupe d'enfants a trouvé la mort, selon les autorités.

Le 7 mars, des dizaines d'hommes armés avaient fait irruption dans une école de Kuriga, emmenant de force les élèves et cet adulte.

Les premières estimations avaient fait état de plus de 280 élèves kidnappés, avant que le bilan ne soit ramené à 137 enfants, 76 filles et 61 garçons.

Le Nigeria, qui connaît sa pire crise économique depuis 30 ans, fait face à une recrudescence des kidnappings contre rançon.

Officiellement, le paiement de rançons est interdit depuis une loi adoptée en 2022 et les autorités nient tout versement quand les otages sont libérés à la suite de négociations avec les ravisseurs.

Ouganda

Russie, Ouganda, Tanzanie : au Sénat, TotalEnergies se justifie sur ses implantations à l'étranger

28/03/2024/publicsenat.fr

Ce jeudi, la commission d'enquête sur TotalEnergies auditionnait le directeur général de la branche exploration-production du groupe. L'occasion pour les sénateurs d'interroger l'énergéticien sur sa présence polémique en Russie, ou encore sur son projet pétrolier en Ouganda qui continue à susciter des oppositions.

Alors que TotalEnergies fête aujourd'hui ses 100 ans, [la commission d'enquête](#) sur les obligations climatiques de l'énergéticien suit son cours au Sénat. Ce jeudi, c'est Nicolas Terraz – le directeur général exploration-production du groupe – qui était auditionné, notamment pour évoquer les activités de TotalEnergies à l'étranger.

Nicolas Terraz a été largement interrogé sur les projets Tilenga, le forage de 400 puits de pétrole en Ouganda, et EACOP, la construction d'un oléoduc chauffé de 1 400 kilomètres pour conduire ce pétrole jusqu'au port de Tanga en Tanzanie. Des chantiers colossaux, pour lesquels le groupe est sous le feu des critiques.

En Ouganda, 775 foyers relogés et des accusations de « violation des droits humains »

Au cœur des accusations, la question de l'expropriation et du dédommagement des populations affectées. « Il y a eu beaucoup de familles, d'organisations, faisant des accusations assez lourdes de pressions sur des foyers, qui étaient très loin d'un schéma transparent et bienveillant de relocalisation », note le sénateur écologiste Yannick Jadot, rapporteur de la commission d'enquête. « TotalEnergies est pleinement conscient que ses projets ont un impact significatif sur les communautés. Notre travail c'est de faire en sorte que cet impact soit géré de manière respectueuse des droits humains », plaide Nicolas Terraz.

Selon le directeur, 19 000 foyers sont aujourd'hui concernés par une procédure d'acquisition de terres par TotalEnergies, aussi bien des plantations que des logements. Les propriétaires ont alors le choix entre une compensation en nature ou financière. « Parmi les foyers affectés, 775 résidaient

dans l'emprise des projets. La très grande majorité d'entre eux a choisi d'être relogée dans une nouvelle maison, construite sur le terrain de leur choix », précise Nicolas Terraz.

Pourtant, l'été dernier, une vingtaine d'Ougandais et cinq associations écologistes ont déposé plainte contre TotalEnergies, accusant le groupe de « violations des droits humains ». [Selon Les Amis de la Terre](#), plusieurs familles ougandaises auraient été « interdites de cultiver librement leurs terres pendant plus de trois ou quatre ans, avant tout versement d'une compensation, alors que leurs terres constituent bien souvent leur unique moyen de subsistance ». Devant les sénateurs, Nicolas Terraz reconnaît que certaines procédures ont « généré un mécontentement »: « Pour des raisons liées à l'exécution du projet, un certain nombre de compensations ont été versées tardivement ». Des conflits aujourd'hui résolus « à 97 % », selon le directeur.

Ouganda : le djiboutien Salaam African Bank lance la première banque islamique du pays

28 mars 2024 / agenceecofin.com

(Agence Ecofin) - La création d'une banque «halal» a été longtemps réclamée par plusieurs leaders de la communauté musulmane ougandaise, pour assurer l'inclusion financière des personnes qui boudent les banques conventionnelles pour des raisons liées à leurs convictions religieuses.

Le groupe djiboutien Salaam African Bank a inauguré, le mercredi 27 mars 2024, une filiale spécialisée dans les services bancaires islamiques en Ouganda, en présence du président Yoweri Museveni.

Le lancement de cette première banque islamique dans ce pays d'Afrique de l'Est fait suite à la promulgation d'une loi qui encadre les activités de la finance islamique en 2022, a souligné la présidence ougandaise dans un communiqué.

Alors que 14% de la population ougandaise est de confession musulmane, la promulgation de cette loi a été réclamée par plusieurs leaders de la communauté musulmane locale pour assurer l'inclusion financière des personnes qui boudent les banques conventionnelles pour des raisons liées à leurs convictions religieuses.

Cité dans le communiqué de la présidence ougandaise, le président du conseil d'administration de Salaam Bank Uganda, Ibrahim Abdirahman, a indiqué que la nouvelle banque prévoit également d'offrir des obligations conformes aux principes de la charia que le gouvernement pourrait utiliser pour lever des capitaux destinés à financer des projets d'infrastructures.

Rwanda

Est de la RDC: Paul Kagame ne dément pas la présence de troupes rwandaises

20240325 / rfi.fr

Paul Kagame, président du Rwanda depuis 2000, est revenu dans un entretien accordé au magazine *Jeune Afrique* sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine. Une situation au cœur de plusieurs rendez-vous diplomatiques, ces derniers jours.

Sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), rencontre des ministres des Affaires étrangères congolais et rwandais, visite du président en exercice de la Communauté est-africaine (EAC) à Kinshasa : la situation de l'est de la République démocratique du Congo (**RDC**) était donc au menu de plusieurs rendez-vous internationaux ces derniers jours.

Elle est aussi au cœur d'un entretien que le président rwandais Paul Kagame a accordé au média panafricain *Jeune Afrique*, ce 25 mars 2024.

Le chef de l'État y revient notamment sur les accusations de présences des forces militaires rwandaises sur le sol congolais. Dans cette interview, Paul Kagame ne rejette pas en bloc les accusations de présence rwandaise en RDC. Présence démontrée par plusieurs rapports des Nations unies, mais aussi dénoncée ces dernières semaines par plusieurs chancelleries occidentales. Le président rwandais essaye plutôt de justifier une éventuelle présence de ces forces : les discours de haine envers une communauté, celle de tutsis congolais, et plus largement des populations parlant kinyarwanda, et la présence des Forces démocratiques de libération du **Rwanda** (FDLR).

Paul Kagame a aussi exprimé un optimisme mesuré concernant les futures discussions directes avec Félix Tshisekedi, qu'il considère comme allant dans la direction souhaitée. Toutefois, le président rwandais a exprimé l'espoir que le médiateur angolais réussira à surmonter les conditions émises par Kinshasa, notamment le retrait des troupes rwandaises du territoire congolais et le désengagement du M23 des zones récemment occupées.

Ces points ont aussi été évoqués lors d'une entrevue des ministres des Affaires étrangères congolais et rwandais à Luanda, en Angola. Réunion qui a eu le 21 mars dernier dans le cadre de la préparation d'une rencontre des deux présidents. À cette occasion, selon le document signé par les chefs de la diplomatie, Kinshasa s'est engagée à présenter un plan de neutralisation des FDLR, groupe rebelle hutu formé à l'origine d'anciens génocidaires rwandais.

Kigali, de son côté, s'est engagée à « *revoir les mesures et le dispositif pris pour assurer sa défense et sa sécurité* ». Est-ce le langage diplomatique pour évoquer un retrait de ses troupes de RDC ? L'objectif de la médiation angolaise est en tout cas d'obtenir un cessez-le-feu – alors que les combats continuent au Nord-Kivu – et un désengagement de toutes les forces.

Le Rwanda n'enverra pas d'autre ambassadeur à Bruxelles que M. Karega

25-03-2024 / dhnet.be

Le Rwanda n'enverra pas d'autre ambassadeur à Bruxelles que Vincent Karega, dont la Belgique a refusé l'an dernier l'agrément sans donner "d'explication claire", a affirmé le président rwandais Paul Kagame, dans une interview publiée lundi, en voyant dans cette décision la main de la République démocratique du Congo (RDC).

"Lorsqu'il s'est agi de changer d'ambassadeur à Bruxelles, nous avons décidé d'y envoyer Vincent Karega. D'autant qu'il est très au courant de la situation, puisqu'il a déjà été ministre des Affaires étrangères, et qu'il connaît bien l'Europe et Bruxelles", a indiqué M. Kagame à l'hebdomadaire français Jeune Afrique.

"Au bout d'un certain temps, Bruxelles nous a dit qu'il ne souhaitait pas l'accréditer, et qu'il fallait envoyer un autre ambassadeur. Lorsque nous avons demandé des explications, on nous a raconté des histoires sur ce qu'il s'était passé lorsque Vincent Karega était ambassadeur en Afrique du Sud. Ce à quoi nous avons répondu que, puisque cela ne l'avait pas affecté lors de sa mission en RDC, cela ne devrait pas avoir d'incidence sur sa nomination en Belgique. Nous avons demandé (aux Belges) de nous expliquer ce qu'il en était en réalité, mais leur réponse n'a été en rien satisfaisante", a ajouté le chef de l'État rwandais.

Selon lui, "il n'y a pas d'explication claire" au refus d'agrément de M. Karega.

Interrogé sur l'origine du problème - "Kinshasa", lui demande Jeune Afrique - il répond "oui, bien sûr".

République démocratique du Congo : le conflit avec le Rwanda

27/03/2024 / francetvinfo.fr

Le conflit du Nord-Kivu en RDC, à la frontière avec le Rwanda est la source de toutes les tensions entre les deux pays. Tandis que des investisseurs, comme la Chine, cherchent à s'imposer pour convoiter les sous-sols congolais.

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit ce mercredi 27 mars à New York, au sujet de la situation en République démocratique du Congo (RDC). C'est une crise humanitaire quasiment sans précédent, des centaines de milliers de Congolais sont sur les routes. Depuis maintenant plus de deux ans, le Rwanda est accusé par la RDC, ainsi que par de nombreux rapports des Nations unies, de soutenir un groupe armé nommé le M23 qui tire ses origines d'anciennes rébellions à majorité Tutsi. Aujourd'hui, les rebelles occupent une large partie de la province du Nord-Kivu, qui se situe à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda.

Crise entre la RDC et le Rwanda : comment éviter une guerre régionale ?

29/03/2024/lepoint.fr

ANALYSE. La question mérite d'être posée alors que les pays de la région sont engagés dans une lutte géopolitique pour l'influence et la survie.

Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les [troupes sud-africaines, burundaises et tanzaniennes](#) se battent contre l'[armée rwandaise](#), qui s'est déployée pour soutenir la rébellion du Mouvement du 23 mars, ou M23.

Des soldats de [l'Afrique du Sud](#) et du [Burundi](#), ainsi que de la [mission](#) de maintien de la paix des Nations unies ont récemment été tués. Les civils pris au piège des tirs croisés ont fui : [sept millions](#) de Congolais sont aujourd'hui déplacés en raison de cette crise et de multiples autres crises en RDC.

Les diplomates sont préoccupés : le conflit dans l'est de la RDC a fait l'objet d'une [réunion spéciale](#) au Conseil de sécurité des Nations unies le 20 février 2024 et d'un [minisommet](#) en marge de la réunion annuelle des chefs d'État de l'Union africaine le 16 février.

Le [Rwanda](#), qui a nié soutenir le M23, [affirme](#) que le groupe rebelle rwandais – Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) –, qui comprend des combattants ayant participé au génocide de 1994, a été pleinement intégré dans l'armée congolaise. Elle affirme également que le gouvernement congolais est engagé dans des « opérations de combat massives » visant à expulser les civils tutsis congolais.

Le gouvernement congolais a mené une campagne contre le Rwanda. En décembre, alors qu'il faisait campagne pour sa réélection, le président Félix Tshisekedi a [comparé](#) son homologue rwandais à Adolf Hitler et l'a accusé de visées expansionnistes.

En janvier, le président burundais Évariste Ndayishimiye a fermé sa frontière avec le Rwanda et [accusé](#) le pays de soutenir les rebelles contre lui. Il s'est abstenu de réclamer l'éviction de Kagame.

Nous [travaillons](#) sur le conflit en République démocratique du Congo depuis une vingtaine d'années. Cette vague de violence ressemble aux précédentes, mais elle est aussi différente. [À l'origine](#) du conflit du M23, on trouve des pays comme le Rwanda et l'Ouganda, désireux de projeter leur puissance et leur influence dans l'est de la RDC alors que le gouvernement congolais semble incapable, et souvent peu désireux, de stabiliser son propre territoire. Les donateurs et les forces de maintien de la paix des Nations unies fournissent une aide humanitaire, mais ne font pas grand-chose pour changer cette dynamique.

Pour résoudre cette crise, il faudra moins d'hypocrisie de la part des donateurs étrangers, la fin de l'agression rwandaise et un gouvernement congolais plus responsable. Mais les espoirs d'un grand accord sont lointains pour l'instant. Les processus de paix actuels – un « [processus de Nairobi](#) » pour les négociations nationales et un « [processus de Luanda](#) » pour les pourparlers régionaux – sont morts ou sont au point mort.

Les élections à venir au Rwanda (juillet 2024) et aux États-Unis (novembre 2024) ne contribueront probablement pas à calmer les esprits ni à les recentrer. Mais il est clair que la fin de la violence nécessitera une nouvelle approche, une approche qui place la vie des civils congolais innocents au centre de ses préoccupations.

São Tomé-et-Principe

Sénégal

Présidentielle au Sénégal : le vainqueur annoncé Diomaye Faye rassure les partenaires étrangers

26/03/2024/france24

Le vainqueur annoncé de la présidentielle au Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, a assuré, lundi, que son pays resterait "l'allié sûr et fiable" de tous les partenaires étrangers "respectueux", lors de sa première apparition publique depuis que son principal rival a admis sa défaite.

Une apparition publique très attendue. Bassirou Diomaye Faye, en passe de devenir le plus jeune président du [Sénégal](#), a assuré lors de sa première conférence publique, lundi 25 mars, que son pays resterait "l'allié sûr et fiable" de tous les partenaires étrangers "respectueux".

[Bassirou Diomaye Faye](#), qui a eu 44 ans lundi, et qui a été libéré de prison il y a dix jours seulement, s'est présenté comme le "choix de la rupture".

Il va devenir le cinquième président de ce pays ouest-africain de 18 millions d'habitants après la reconnaissance par son principal adversaire de sa victoire dès le premier tour de la présidentielle, qui s'apparente à un séisme politique.

"Je voudrais dire à la communauté internationale, à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux que le Sénégal tiendra toujours son rang, il restera le pays ami et l'allié sûr et fiable de tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse, respectueuse et mutuellement productive", a-t-il dit dans une déclaration devant la presse.

"Combattre la corruption à toutes les échelles"

Sur le plan intérieur, Bassirou Diomaye Faye a indiqué que ses "chantiers prioritaires" seraient "la réconciliation nationale", la "refondation des institutions" et "l'allègement sensible du coût de la vie".

"Je m'engage à gouverner avec humilité, dans la transparence, à combattre la corruption à toutes les échelles", a-t-il déclaré.

En douze présidentielles au suffrage universel, c'est la première fois qu'un candidat de l'opposition l'emporte dès le premier tour.

"Les gens ont soif de changement quand on voit ce qui se passe dans ce pays en matière de corruption, de non-respect du droit, et celui qui incarnait le plus ce changement, c'est [Ousmane](#)

[Sonko](#)", l'opposant qui a adoubé Bassirou Diomaye Faye pour le suppléer après avoir été disqualifié de la présidentielle, explique à l'AFP El Hadji Mamadou Mbaye, enseignant-chercheur à l'université de Saint-Louis. Ce dernier parle de vote "émotif" plus que de raison, notamment de la part des jeunes.

Bassirou Diomaye Faye était donné largement vainqueur de l'élection sur la base de résultats provisoires publiés dans les médias et sur les réseaux sociaux. Mais sa victoire restait suspendue à la reconnaissance par le candidat du pouvoir Amadou Ba, en l'absence de publication officielle de résultats agrégés, qui devrait prendre encore quelques jours.

[Amadou Ba a admis sa défaite lundi](#) et appelé son adversaire pour le féliciter. Le président sortant [Macky Sall](#) a également félicité le vainqueur.

"Profonde amitié" avec les États-Unis

Après trois années d'agitation et de crise, le scrutin s'est déroulé sans incident majeur. En dépit des tensions des dernières années et d'un report de dernière minute de l'élection, c'est la troisième fois que le Sénégal pratique l'alternance dans les urnes depuis son indépendance de la France en 1960, alors qu'une succession de coups d'État a installé chez ses voisins des régimes militaires renvoyant les élections à une date indéterminée.

La confusion qui a précédé l'élection a donné lieu à de multiples expressions d'attachement à la pratique démocratique.

"L'engagement du peuple sénégalais en faveur du processus démocratique fait partie des fondements de notre profonde amitié et de nos liens bilatéraux forts", a réagi le porte-parole du département d'État américain, Matthew Miller.

Le scrutin a été suivi avec attention à l'étranger, le Sénégal étant considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, secouée par les putschs. Dakar maintient des relations fortes avec l'Occident, tandis que la Russie renforce ses positions alentour.

Emmanuel Macron a félicité Bassirou Diomaye Faye dans un message sur X. "Je lui adresse tous mes vœux de réussite et me réjouis de travailler avec lui", a-t-il écrit.

Bassirou Diomaye Faye se veut le "candidat du changement de système" et d'un "panafricanisme de gauche". Son programme insiste sur le rétablissement de la "souveraineté" nationale, bradée selon lui à l'étranger.

Il a promis de combattre la corruption, de mieux répartir les richesses et s'est engagé à renégocier les contrats miniers, gaziers et pétroliers conclus avec des compagnies étrangères. Le Sénégal pourrait commencer à produire du gaz et du pétrole en 2024.

Le pays a connu depuis 2021 différents épisodes de troubles causés par le bras de fer entre Ousmane Sonko et le pouvoir, conjugué aux tensions sociales. La pauvreté frappe au moins un Sénégalais sur trois, et le chômage touche au moins 20 % de la population active.

Le pays a plongé dans l'une de ses plus graves crises depuis des décennies après que le président Sall eut décrété, le 3 février, un report de la présidentielle prévue trois semaines plus tard. Les troubles ont fait des dizaines de morts en trois ans et donné lieu à des centaines d'arrestations.

Présidentielle au Sénégal: les résultats officiels confirment une large victoire de l'opposant Faye dès le premier tour

27-03-24/7sur7.be

L'opposant sénégalais Bassirou Diomaye Faye l'a largement emporté dès le premier tour de la présidentielle avec 54,28% des voix, loin devant le candidat du pouvoir Amadou Ba (35,79%), indiquent les résultats finaux provisoires proclamés mercredi.

Cette proclamation accélérée semble dégager la voie à une investiture prochaine de M. Faye, en tout cas avant la fin du mandat du sortant Macky Sall le 2 avril.

La victoire de l'opposant antisystème, encore en prison une dizaine de jours avant le scrutin de dimanche, doit à présent être validée par le Conseil constitutionnel. Les candidats ont théoriquement 72 heures après la proclamation pour saisir le Conseil.

Mais le Conseil a lui aussi pressé le mouvement en leur donnant jusqu'à jeudi minuit (vendredi 00H00 GMT) "au plus tard".

La victoire de M. Faye était déjà entendue après la publication officieuse de résultats partiels. Les chiffres annoncés au tribunal de Dakar par le président de la Commission nationale de recensement des votes, Amady Diouf, en confirme l'ampleur.

Si la victoire est validée, ce sera la première fois depuis l'indépendance du Sénégal en 1960 qu'un opposant l'emportera dès le premier tour.

Le troisième des 19 candidats, Aliou Mamadou Dia, n'a recueilli que 2,8% des suffrages, confirmant l'extrême bipolarisation du vote.

La participation a été de 61,30 %. C'est moins qu'en 2019, quand le président sortant Macky Sall avait obtenu un second mandat, également au premier tour, mais plus qu'en 2012.

Plus jeune président du Sénégal

M. Faye, 44 ans, jamais porté à une fonction électorale nationale auparavant, devrait devenir le cinquième et plus jeune président du pays ouest-africain de 18 millions d'habitants. Ses adversaires ont reconnu sa victoire.

Son élection a été précédée par trois années de tensions et de troubles. Le Sénégal, réputé comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, a connu une nouvelle crise en février quand le président Sall a décrété l'ajournement de l'élection. Des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines arrêtées depuis 2021, et les lettres de créance démocratiques du Sénégal ont été examinées sous un autre jour.

M. Faye a lui-même été détenu pendant des mois avant sa libération en pleine campagne électorale mi-mars.

Après des semaines de confusion, les Sénégalais se sont rendus aux urnes dimanche. Les observateurs internationaux ont salué le bon déroulement des opérations.

La mission d'observation de l'Union africaine a salué dans un communiqué "la maturité démocratique du peuple sénégalais (et) le climat global pacifique de l'élection présidentielle".

Discours rassurant

M. Faye se présente comme l'homme de la "rupture", du rétablissement d'une "souveraineté" nationale bradée selon lui à l'étranger, et d'un "panafricanisme de gauche". Son élection pourrait annoncer une profonde remise en cause systémique.

Il s'engage "à gouverner avec humilité, dans la transparence, à combattre la corruption" à tous les niveaux, a-t-il déclaré lundi lors de sa première apparition publique depuis l'élection.

Il a énoncé "la réconciliation nationale", la "refondation" des institutions et "l'allègement sensible du coût de la vie" comme ses "chantiers prioritaires".

Mais il s'est aussi employé à rassurer les partenaires étrangers qui ont suivi attentivement l'élection. Le Sénégal "restera le pays ami et l'allié sûr et fiable de tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse, respectueuse et mutuellement productive", a-t-il dit.

Seychelles

Seychelles : la lutte contre l'obésité continue

le 27 mars 2024 / la1ere.francetvinfo.fr

Le gouvernement des Seychelles lance une nouvelle campagne pour lutter contre l'obésité. Le surpoids touche une grande majorité des femmes et plus de la moitié des hommes seychellois

Le pays a l'habitude de ces campagnes « stop obesity » qui se déroulent chaque année sur le mode « manger sain – bouger malin ». Pour l'exemple, le chef de l'Etat donne de sa personne tous les ans. L'an dernier c'était une traversée de la capitale, Victoria, à petite foulée.

Cette année le président a choisi la plage. En short et teeshirt, pieds nus dans le sable, accompagné de ses ministres et de nombreux citoyens, Wavel Ramkalawan a porté haut le message de prévention. Lui-même a perdu une dizaine de kilos depuis le début de son mandat il y a quatre ans.

Aux Seychelles, l'obésité touche surtout les femmes à 72 %. Les hommes concernés sont 57%. Le plus inquiétant, ce sont les enfants à partir de l'âge de cinq ans : un tiers des garçons et un peu plus les filles souffrent de cette maladie. Il s'agit d'un grave problème de santé publique que les autorités veulent prendre à bras le corps.

Sierra Leone

Sierra Leone : Ramadan sur fond de fortes chaleurs

2024/03/25/africanews

En février, une équipe internationale de scientifiques a signalé une vague de chaleur intense en début de saison en Afrique de l'Ouest. Phénomène généralement inexistant avant mars ou avril, avec des températures dépassant les 40°C.

C'est un nouveau jour de jeûne pour les musulmans qui continuent à observer le mois sacré du Ramadan.

Malgré les conditions de chaleur difficiles en Sierra Leone, Fatmata, une vendeuse de fruits, reste ferme dans son engagement à remplir ses obligations religieuses.

"En cas de de chaleur intense, nous devons nous couvrir avec des parapluies. Ce n'est pas facile. Je dois trouver un endroit froid pour m'allonger jusqu'à ce qu'il baisse en intensité. Ensuite, je reviens pour continuer à travailler", explique-telle.

Africanews a échangé avec le Dr Ahmad Ramadan Jalloh sur le contexte climatique actuel ainsi que son lien avec les enseignements religieux.

"Nous disposons d'un Hadith du prophète Mahomet qui nous parle de la chaleur qui se produira le jour du jugement. Allah compensera les personnes qui ont jeûné pendant la saison chaude par une eau spéciale qu'elles doivent boire. Mais c'est une chose qui peut encourager ceux d'entre nous qui ont jeûné pendant ce type de climat, qui est si chaud ici, en ce moment, en Sierra Leone.", explique le docteur.

Alors que l'Organisation météorologique mondiale confirme que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, avec une température moyenne à la surface du globe de 1,45 °Celsius, les experts de la santé proposent des solutions pour lutter contre la chaleur.

"Nous pouvons donc nous réhydrater avec de l'eau, c'est la première recommandation, et deuxièmement, nous pouvons aussi prendre des fruits comme la pastèque ou l'ananas. Ces fruits peuvent nous aider à retenir beaucoup d'eau dans notre corps.", conseille Abdul Khaliq Kalokoh, médecin.

Le Dr Kalokoh recommande en outre de boire deux à trois litres d'eau entre l'Iftar (la rupture du jeûne) et le Suhoor (le repas pris avant l'aube).

Alors que le jeûne se poursuit, les musulmans de Sierra Leone persévèrent dans la chaleur de ce Ramadan, tandis que l'appel à une action mondiale contre la crise climatique actuelle persiste.

Somalie

Le choléra fait au moins 54 morts en Somalie

25 mars 2024/un.org

Au moins 54 personnes ont perdu la vie à cause du choléra en Somalie au cours des derniers mois. Neuf de ces décès sont survenus au cours de la semaine écoulée, ce qui constitue le bilan hebdomadaire le plus élevé de l'année, a indiqué lundi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Selon le bureau, l'épidémie de diarrhée aqueuse aiguë, qui sévit actuellement en dans ce pays de la Corne de l'Afrique, se propage et des cas de plus en plus nombreux sont signalés dans les États d'Hirshabelle, du Puntland et du Sud-Ouest. Mogadiscio, la capitale, a connu une augmentation significative des cas de choléra au cours des deux dernières semaines.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), depuis le début de l'année 2024, le nombre de cas signalés est trois fois supérieur à la moyenne des trois dernières années. Au 18 mars, plus de 4.383 cas ont été enregistrés et 54 décès associés dans 32 districts.

Combinaison de sécheresse, d'inondations et de malnutrition

Il s'agit d'un taux de létalité global de 1,2 %, supérieur au seuil d'urgence fixé par l'OMS. Selon l'Agence sanitaire mondiale de l'ONU, 62% des décès concernent des enfants de moins de 5 ans.

La combinaison de pluies incessantes, d'inondations et d'une sécheresse dévastatrice a rendu les enfants et les familles extrêmement vulnérables à la maladie. L'OMS indique pour sa part que l'épidémie est due à des niveaux élevés de malnutrition chez les enfants, à un accès insuffisant à l'eau potable, à des pratiques de défécation à l'air libre, à des latrines peu hygiéniques et à un assainissement inadéquat au sein des communautés, entre autres facteurs.

Une eau salubre et un assainissement adéquat peuvent prévenir le choléra. Mais l'ONU estime que 28% des familles somaliennes ne disposent pas d'installations sanitaires fonctionnelles, tandis que 34% pratiquent la défécation à l'air libre et que 80 % n'ont pas d'installations pour se laver les mains. D'où le besoin urgent d'eau potable et d'installations sanitaires pour éviter que l'épidémie de choléra ne devienne incontrôlable lorsque la saison des pluies commencera dans un mois.

Inquiétudes avec le début des pluies Gu

En effet, les agences humanitaires s'attendent à ce que l'épidémie s'intensifie avec le début des pluies Gu (avril à juin), qui devraient être supérieures à la normale, en particulier dans les districts à haut risque situés le long des bassins des rivières Shabelle et Juba. « Les prochaines pluies de Gu devraient déclencher des épidémies dans des zones où la maladie n'a pas été observée depuis des années », alerte l'OCHA.

Sur le terrain et à l'approche des pluies, les partenaires et les autorités sanitaires somaliennes ont intensifié les activités de réponse et de préparation, guidées par un plan d'action de six mois dont la mise en œuvre nécessite 5,9 millions de dollars.

Environ 1,4 million de doses de vaccin ont été approuvées pour cinq districts : Daynile, Mahady, Buurhakaba, Bossaso et Balcad. En outre, 105 kits ont été prépositionnés dans tout le pays, soit une quantité suffisante pour traiter 10.500 cas de fièvre aphteuse/choléra.

Mais selon l'OCHA, la réponse actuelle est confrontée à des défis, notamment le manque de personnel de santé qualifié pour gérer les cas compliqués, les mouvements de population importants, la faible sensibilisation des communautés, l'infrastructure médiocre des centres de traitement et le financement inadéquat.

A noter qu'en 2023, plus de 18.300 cas cumulés et 46 décès ont été signalés en Somalie, dont plus de la moitié concernaient des enfants âgés de moins de 5 ans.

Les humanitaires s'inquiètent de l'épidémie de choléra en Somalie

28/03/2024/lecourrier.vn

Les humanitaires de l'ONU ont indiqué mercredi 27 mars être préoccupés par la propagation du choléra dans près de la moitié des 72 districts de la Somalie, en raison d'une grave pénurie de doses de vaccin oral.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a dit que près de 4.400 cas et 54 décès avaient été enregistrés la semaine dernière depuis le début de l'année. Plus de 60% des décès concernent des enfants de moins de cinq ans.

L'OCHA a fait savoir que 1,4 million de doses allouées à la Somalie par le Groupe de coordination internationale pour la fourniture de vaccins devraient arriver sous peu.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a dit que le nombre de cas signalés en Somalie était trois fois supérieur à la moyenne des trois années précédentes. La Somalie fait déjà partie des pays les plus gravement touchés par le choléra et la diarrhée aqueuse aiguë.

"Cette épidémie devrait se propager davantage, y compris dans des zones où la maladie n'a pas été observée depuis des années, au cours de la prochaine saison des pluies, qui devraient être plus abondantes que la normale", a indiqué l'OMS.

L'OCHA a fait savoir que les Nations unies et leurs partenaires humanitaires collaborent avec les autorités sanitaires somaliennes pour intensifier les efforts de préparation et de réponse, ce qui correspond à un plan d'action de six mois qui nécessitera près de 6 millions d'USD.

Cependant, l'OCHA a estimé qu'un financement supplémentaire était nécessaire de toute urgence. Le plan d'intervention humanitaire en Somalie de cette année est financé à moins de 10%, avec un peu plus de 150 millions d'USD reçus sur les quelque 1,6 milliard d'USD nécessaires.

Soudan

Face à la guerre, la solidarité s'organise au Soudan

le vendredi 29 mars 2024 /lanticapitaliste.org

Dans le déchaînement de la guerre entre les deux fractions rivales, les jeunes à travers les réseaux issus des comités de résistance, fournissent l'aide humanitaire aux populations.

Voilà près d'un an que les Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (RSF en anglais), avec à leur tête Hemedti, après avoir fomenté ensemble un coup d'État, se mènent une guerre entraînant le Soudan dans l'abîme.

Crise humanitaire

Les victimes restent les populations civiles. Beaucoup ont fui les zones de combat comme dans les deux villes jouxtant la capitale Khartoum où les FAS ont réussi à reconquérir Omdurman et tentent de gagner Bahri occupée par les RSF.

Ceux qui n'ont pu s'échapper subissent les bombardements et les violences des soudards des deux camps. Les Nations unies estiment que plus de huit millions de personnes sont déplacées et 20 millions manquent de nourriture, situation pouvant déboucher rapidement sur « *la pire crise alimentaire au monde* ». D'autant que les belligérants repoussent toute idée de trêve ou de mise en place de corridor humanitaire permettant l'acheminement de denrées et de médicaments. Al-Burhan refuse obstinément l'entrée de l'aide via le Tchad pour les populations du Darfour.

Salles d'urgences

Chevilles ouvrières de la révolution soudanaise, les militantEs des comités de résistance continuent leur activité à travers les actions de solidarité. C'est ainsi que des salles d'urgences sont installées à travers le pays jouant à la fois le rôle d'hébergement transitoire, de salle de soins et de cantine. Le financement de ces structures délocalisées est assuré par des donateurs à l'intérieur du pays et par la diaspora via des applications bancaires mobiles comme Bankak. Ainsi, l'arrêt d'internet a des graves conséquences empêchant les approvisionnements. Les RSF à Khartoum ont coupé le réseau pour obliger les techniciens à le rétablir au Darfour, une de leur place forte. Les bénévoles de ces groupes de base, souvent des jeunes sont la cible aussi bien de l'armée que des RSF. Ils sont accusés d'aider le camp adverse et surtout connus pour avoir été des activistes contre la dictature.

La persistance de la révolution

Ces groupes de base, à travers leurs réseaux, permettent de répondre aux besoins des populations, comme organiser des exfiltrations de familles dans les zones où les combats font rage, trouver un électricien pour une installation défectueuse, du carburant pour des ambulances ou des groupes électrogènes alimentant des centres de santé. Ils commencent timidement à recevoir des fonds des grandes organisations humanitaires. Ces structures répondent à la défaillance de l'État. C'était déjà vrai avec les comités de résistance à l'époque où Burhan et Hemedti dirigeaient le pays, ça l'est encore plus aujourd'hui. Ces structures autogérées symbolisent la permanence de la révolution

soudanaise et apparaissent comme une alternative crédible à cette élite soudanaise violente et corrompue.

Une cinquantaine de morts dans des affrontements à la frontière entre les deux Soudan

29/01/2024 / france24

Plus de 50 personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres ont été blessées ce week-end lors d'affrontements dans la région d'Abyei, à la frontière entre la République du Soudan et le Soudan du Sud, a déclaré l'ONU lundi. Deux Casques bleus figurent parmi les victimes.

Nouvelles tensions entre les deux Soudan. Au moins 52 civils et deux [Casques bleus](#) ont été tués dans plusieurs attaques à caractère ethnique samedi et dimanche dans la région d'Abyei, zone pétrolifère frontalière contestée entre le [Soudan](#) et le [Soudan du Sud](#), a déploré lundi 29 janvier l'ONU, qui a appelé au calme.

Abyei, théâtre régulier d'affrontements, est placée sous la protection de l'ONU depuis l'indépendance du Soudan du Sud, en 2011.

"Actuellement, selon les autorités locales, 52 civils ont perdu la vie, tandis que 64 autres seraient grièvement blessés", a déploré dans un communiqué la Force intérimaire des Nations unies (Fisnu), se disant "préoccupée par la poursuite des affrontements intercommunautaires".

Soudan du Sud

Des partis d'opposition sud-soudanais dénoncent des frais d'enregistrement "exorbitants"

25 mars 2024 / voaafrique

Des partis d'opposition sud-soudanais ont dénoncé lundi des frais "exorbitants" de 50.000 dollars exigés pour être enregistré avant les premières élections dans ce pays en proie à des violences à caractère politico-ethniques et à une instabilité chronique.

Le Soudan du Sud, plus jeune Etat de la planète qui a acquis son indépendance du Soudan en 2011, doit se rendre pour la première fois aux urnes d'ici la fin de l'année dans le cadre d'un accord de paix signé en 2018, mais les Nations unies et plusieurs partenaires internationaux estiment que des obstacles majeurs subsistent.

La semaine dernière, le Conseil des partis politiques, un organisme créé pour préparer les élections, a institué que les partis politiques devaient payer 50.000 dollars (environ 46.200 euros) ou

l'équivalent en livres sud-soudanaises pour s'enregistrer et pouvoir participer aux élections. Auparavant, 20.000 livres sud-soudanaises (environ 140 euros) étaient requises.

"Nous pensons que ces frais exorbitants n'ont aucun fondement et sont en contradiction directe avec le principe de démocratie et de participation politique équitable", a déclaré Gai Chol Pol, président du Forum du peuple uni, lors d'un rassemblement organisé devant le Conseil des partis politiques à Juba, la capitale sud-soudanaise.

Des dizaines de membres de 14 partis politiques d'opposition ont également participé à cette manifestation avant de remettre leurs doléances au Conseil des partis politiques pour demander des frais équitables. *"Ces frais de cours ne servent qu'à entraver et à décourager les citoyens d'exercer leur droit de participer aux prochaines élections", a déclaré Gai Chol Paul.*

Vers un boycott des élections ?

Le Soudan du Sud, l'un des Etats les moins développés de la planète, peine à se relever de la guerre civile qui a opposé de 2013 à 2018 les ennemis jurés Riek Machar et Salva Kiir, faisant près de 400.000 morts et des millions de déplacés. Un accord de paix signé en 2018 prévoit le principe du partage du pouvoir au sein d'un gouvernement d'unité nationale, avec M. Kiir comme président et M. Machar comme vice-président. Mais de nombreux projets restent inachevés, en raison de différends persistants entre les deux rivaux.

Le parti de Riek Machar a menacé de boycotter les élections si les principes clés de l'accord ne sont pas mis en œuvre. *"Nous ne sommes pas contre les élections. Nous pensons simplement qu'une élection précipitée n'apportera aucune stabilité significative", a affirmé M. Machar samedi sur X.*

Salva Kiir a de son côté rencontré la semaine dernière l'envoyé spécial de l'ONU au Soudan du Sud, Nicholas Haysom, pour discuter des élections, a indiqué le gouvernement sur X. Au cours de la réunion, *"Kiir a souligné l'importance des élections pour déterminer l'avenir du Soudan du Sud et a souligné la nécessité pour toutes les parties prenantes de coopérer pour garantir un processus électoral fluide et transparent".*

Soudan du Sud : les écoles vont rouvrir après les vagues de chaleur

2024/03/27/africanews.com

Le gouvernement du Soudan du Sud a déclaré mardi que les écoles rouvriraient la semaine prochaine après une fermeture de deux semaines due à une chaleur extrême dans tout le pays.

Les ministères de la Santé et de l'Education ont déclaré que les **températures** devraient baisser régulièrement avec le début de la **saison des pluies** dans les prochains jours.

Ces dernières années, le **Soudan du Sud** a subi les effets néfastes du **changement climatique**, avec des **chaleurs extrêmes**, des **inondations** et des sécheresses signalées au cours des différentes saisons.

Lors de la vague de chaleur de la semaine dernière, le pays a enregistré des températures allant jusqu'à 45 degrés Celsius.

Tanzanie

La Tanzanie fête 60 ans de relations avec la Chine

le 29 mars 2024 / la1ere.francetvinfo.fr

Trois grands navires de guerre chinois ont fait leur entrée dans le port de Dar es Salaam. Cette arrivée en fanfare de la flotte militaire de Pékin marque 60 ans de relations diplomatiques entre la Tanzanie et la Chine

Entre la Chine et l'Inde, le cœur de la Tanzanie balance. Après avoir accordé de nombreux investissements indiens dans le secteur de la défense, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan ne veut pas faire de jaloux chez le grand rival chinois. C'est en grande pompe que l'on a célébré toute cette semaine 60 ans de relations diplomatiques avec Pékin.

A l'origine, il y a eu une histoire d'amitié entre deux grands personnages historiques : Julius Nyerere père de l'indépendance et premier chef d'Etat tanzanien, et Mao Tsé Toung le « grand timonier » de la révolution chinoise.

60 ans plus tard, la Chine est toujours le premier partenaire économique. La présidente tanzanienne a été reçue par Xi Jing Ping au moins de janvier dernier. 2024 a été déclarée année de la Chine en Tanzanie.

La Tanzanie et l'UIT lancent un centre d'innovation numérique

jeudi, 28 mars 2024 / wearetech.africa

A la suite de son Conseil de l'innovation numérique qui s'est déroulé à Genève en Suisse, les 10 et 20 mars dernier, l'Union internationale des télécommunications a autorisé la Tanzanie à lancer un centre d'innovation numérique. Le pôle technologique sera supervisé par l'UIT et fera partie de son réseau de centres d'innovation.

Tchad

Tchad : le REJEC mobilise les femmes pour la transformation des produits locaux au Kanem

26 Mars 2024/alwihdainfo

Selon le chef de mission, Idriss Adoum Idriss, l'objectif de cette journée était de recueillir les acquis, les difficultés, les défis et les attentes des femmes transformatrices, afin que le réseau puisse apporter sa contribution.

Au cours des travaux de groupe, les femmes ont mis en avant leurs réalisations, telles que la fabrication de savons, de pommades, de gommages, de jus de différentes qualités à partir des produits locaux de leur jardin. Elles ont également souligné les obstacles qu'elles rencontrent, notamment le manque de matériel et de formations adaptées. Elles ont également exprimé leurs défis et leurs attentes, en espérant une modernisation de leurs systèmes de transformation. L'équipe du réseau a ensuite synthétisé les conclusions des travaux de groupe.

Enfin, l'équipe a visité le champ de la Plate-forme féminine du Kanem ainsi que leur local, où sont entreposés les différents produits transformés.

Tchad : Des mobilisateurs communautaires du Logone formés sur la politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels

28 Mars 2024 / alwihdainfo.com

Le 27 mars 2024, l'ONG ESEDD a formé des mobilisateurs communautaires dans les deux régions du Logone sur la politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels.

Ce fut une occasion précieuse pour les mobilisateurs communautaires d'acquérir des connaissances sur le respect de la politique de genre et des politiques de protection contre l'exploitation et les abus sexuels au niveau familial, communautaire et humanitaire.

Cette politique permettra aux mobilisateurs de promouvoir la protection des personnes vulnérables, en particulier les enfants et les adultes, contre le harcèlement sexuel au sein de la communauté et dans les institutions. Au début de la formation, le coordinateur de l'ESEDD, Education, Santé et Environnement pour le Développement Durable, Koualaou, a présenté en détail les objectifs et les points forts de l'ONG. Selon lui, l'ESEDD est une jeune organisation créée en 2020 qui met l'accent sur le développement durable et la réduction de la pauvreté au sein de la communauté. Le coordinateur a expliqué les valeurs, les actions et les domaines d'intervention de l'ONG.

Après la présentation, la formatrice, ASSOUM TOG-NAYE, a mis l'accent sur le contexte et la justification de la politique de protection contre l'exploitation sexuelle, le harcèlement et les abus. A l'aide d'exemples, elle a partagé des témoignages d'abus et de harcèlement sexuels. La formatrice a passé beaucoup de temps à discuter de la lutte contre le harcèlement et les abus sexuels dans les institutions humanitaires et a exhorté toutes les parties prenantes à respecter et à combattre l'exploitation sexuelle. Au cours des travaux de groupe, les participants ont apporté des précisions sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, et des amendements ont été apportés lors de la séance plénière afin d'améliorer le document final.

A la fin de la formation, les mobilisateurs communautaires des deux régions du Logone ont recommandé à l'ESEDD et à son partenaire, le PNUD, de leur fournir des moyens de transport et des collations lors des sessions de sensibilisation des communautés.

Togo

Le Togo se dote d'une nouvelle constitution et passe à un régime parlementaire

26/03/2024 / france24

Les députés togolais ont adopté, lundi, une nouvelle constitution selon laquelle le président sera désormais choisi "sans débat" par le Parlement réuni en congrès "pour un mandat unique de six ans". Jusqu'à présent, le mandat du président togolais élu au suffrage direct était de cinq ans, renouvelable une fois.

Les députés du [Togo](#) ont adopté, lundi 25 mars au soir, une nouvelle [constitution](#) changeant l'actuel régime présidentiel en régime parlementaire, donnant désormais le pouvoir au Parlement d'élire le président de la République.

Le président sera désormais choisi "sans débat" par le Parlement réuni en congrès "pour un mandat unique de six ans", d'après le nouveau texte lu à l'Assemblée nationale et validé avec 89 voix pour, une contre et une abstention. On ignore à ce stade à quelle date le texte entrera en vigueur. Jusqu'alors, le mandat du président togolais élu au suffrage direct était de 5 ans, renouvelable une fois.

Le changement de Constitution, proposé par un groupe de députés en majorité de l'Union pour la République (UNIR, au pouvoir), a été adopté à la quasi-unanimité puisque l'opposition, qui avait boycotté le dernier scrutin législatif de 2018 et dénoncé des "irrégularités" dans le recensement électoral, est très faiblement représentée à l'Assemblée nationale.

Un nouveau poste de "président du Conseil des ministres"

Cette nouvelle constitution introduit également un poste de "président du Conseil des ministres" ayant la "pleine autorité et le pouvoir de gérer les affaires du gouvernement et d'être tenu responsable, en conséquence".

Le président du Conseil des ministres est "le chef du parti ou le chef de file de la coalition de partis majoritaire à l'issue des élections législatives. Il est désigné pour un mandat de 6 ans", selon le texte.

"Le chef de l'État est pratiquement désinvesti de ses pouvoirs en faveur du président du Conseil des ministres, qui devient celui qui représente la République togolaise à l'extérieur, qui dirige effectivement le pays dans la gestion quotidienne", a indiqué Tchitchao Tchalim, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale à l'Assemblée nationale.

Ce nouveau texte doit acter l'entrée du Togo dans sa Ve République, le dernier grand changement constitutionnel remontant à 1992. Elle intervient à moins d'un mois des prochaines élections législatives, qui doivent se tenir le 20 avril en même temps que les élections régionales, auxquelles l'opposition a annoncé participer.

En 2019, les députés avaient déjà révisé la Constitution pour limiter à deux les mandats présidentiels, tout en remettant les compteurs à zéro pour le président [Faure Gnassingbé](#). Ce dernier, au pouvoir depuis 2005, avait succédé à son père, Eyadéma Gnassingbé, qui a dirigé le pays d'une main de fer pendant près de 38 ans.

Tunisie

Tunisie : 5 corps de migrants repêchés et 663 autres secourus en Méditerranée

25.03.2024/aa.com

- Les migrants portaient des nationalités d'Afrique subsaharienne, selon la Garde nationale tunisienne.

Les autorités tunisiennes ont communiqué, ce lundi, que 5 corps de migrants irréguliers avaient été repêchés et que 663 personnes avaient été sauvés de la noyade en Méditerranée, et ce, après avoir déjoué 16 tentatives de migration clandestine au large de la ville de Sfax (sud).

La Garde nationale a indiqué, par voie de communiqué rendu public sur Facebook, que ses unités ont déjoué 16 opérations de traversée clandestine (migration irrégulière) au large de Sfax (sud), sans préciser les horaires des tentatives en question.

La même source a ajouté que les unités de la Garde avaient pu repêcher 5 corps de migrants et secourir 663 personnes portant des nationalités d'Afrique subsaharienne.

Le 19 mars dernier, la Tunisie a annoncé avoir déjoué 9 opérations de migration irrégulière à partir de Sfax et avoir sauvé 363 migrants irréguliers de la noyade. Les candidats à l'immigration clandestine portaient également des nationalités d'Afrique subsaharienne.

À une cadence hebdomadaire, les autorités tunisiennes annoncent avoir contrecarré des tentatives de migration irrégulière vers les côtes européennes et font état des arrestations de centaines de migrants originaires de Tunisie et d'autres pays africains.

Les migrants espèrent avoir une vie meilleure en Europe, à cause des crises économiques et politiques qui secouent leurs pays d'origine.

La Tunisie subit une pression européenne grandissante pour contrôler davantage ses côtes et empêcher les embarcations de migrants de tenter la traversée vers l'Europe.

En septembre 2023, la Commission européenne a annoncé l'attribution de 127 millions d'euros d'aide à la Tunisie, dans le cadre d'un protocole d'accord sur des questions telles que la réduction des flux migratoires irréguliers.

Tunisie: l'Association des étudiants africains maintient la pression après la disparition de son ex-président

28/03/2024 / rfi.fr

L'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie (Aesat) affirme être toujours sans nouvelles depuis le 19 mars de son ancien président. Elle maintient la pression pour obtenir des informations concernant la situation du Camerounais, Christian Kwongang, connu pour son activité militante.

Sans nouvelles de lui depuis le 19 mars, l'Association des étudiants et stagiaires africains en [Tunisie](#) (Aesat) maintient sa pression pour obtenir des informations concernant [la situation de Christian Kwongang, son ancien président](#).

Ce serait à Ouardia, au sud de Tunis, qu'il serait détenu, selon ses amis. Et ce n'est pas pour les rassurer : ce centre de détention, par lequel les autorités tunisiennes font transiter certains migrants subsahariens, est connu des ONG tunisiennes de défense de droits de l'homme pour sa vétusté et les mauvais traitements qu'y subissent les détenus. L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) évoque ce lieu comme étant une « zone de non-droit ».

Il était allé renouveler sa carte de séjour dans un poste de police

De nationalité camerounaise, Christian Kwongang est étudiant à Tunis dans une université privée tunisienne qui dit lui apporter aujourd'hui tout son soutien. Il était allé renouveler sa carte de séjour dans un poste de police de la capitale tunisienne le jour de sa disparition.

Toujours selon des amis du jeune Camerounais, celui-ci aurait été interrogé sur ses activités militantes. Christian Kwongang s'est, en effet, illustré ces derniers mois par sa défense de certains de ses camarades subsahariens alors qu'une vague de violence antinoirs a secoué la Tunisie ces derniers mois.

Désormais épaulé par plusieurs ONG et avocats, l'Aesat demande aux autorités tunisiennes de faire la lumière dans cette affaire.

Zambie

Dette : la Zambie parvient à un accord « historique » avec ses créanciers privés

25 mars 2024/jeuneafrique

Le pays vient de conclure un accord sur la restructuration de sa dette de « plus de 3,5 milliards de dollars ». « Une étape importante » saluée par le président Hakainde Hichilema et son ministre des Finances, Situmbeko Musokotwane.

La [Zambie](#) a conclu un accord « historique » avec ses créanciers privés détenteurs de 3,5 milliards de dollars d'euro-obligations, levant un obstacle majeur dans les négociations sur la restructuration de sa dette colossale, a annoncé ce 25 mars [le président zambien Hakainde Hichilema](#).

« Une page d'histoire a été écrite ! Nous sommes heureux d'annoncer l'accord avec nos détenteurs d'euro-obligations », a-t-il triomphalement déclaré sur X (ex-Twitter), précisant qu'il s'agit d'un accord sur la restructuration de « plus de 3,5 milliards de dollars » de dette. « Une étape importante que nous attendions tous avec impatience. La restructuration des euro-obligations a été réalisée », a confirmé également sur X le ministre des Finances, [Situmbeko Musokotwane](#).

Confrontée à la sécheresse, la Zambie coupe l'électricité

26/03/2024 / lemonde.fr

Le rationnement de l'électricité a commencé en [Zambie](#). Pour faire face aux conséquences de la sécheresse sur les principaux barrages du pays, la compagnie nationale Zesco procède depuis lundi 11 mars à des délestages de huit heures par jour. Elle n'a pas caché que cela aurait un « *impact significatif sur les approvisionnements* ».

Dans ce pays enclavé de 20 millions d'habitants, grand comme une fois et demie la France, l'accès à l'énergie dépend presque entièrement des centrales hydroélectriques construites sur le fleuve Zambèze et ses affluents. Le lac artificiel Kariba, qui alimente la plus importante d'entre elles, atteint à peine 15 % de sa capacité de remplissage alors que la saison des pluies s'achève dans quelques semaines. « *Nous ne pouvons pas exclure de descendre à l'un des niveaux les plus bas jamais enregistrés* », a prévenu l'Autorité du fleuve Zambèze, qui gère la répartition de cette ressource en eau partagée avec le Zimbabwe voisin. Les pluies s'étalent normalement de novembre à avril mais cette année, le mois de février a été totalement sec.

Ce déficit pluviométrique a aussi de sévères répercussions sur la production agricole. Fin février, dans un discours à la nation, le président de la République, Hakainde Hichilema, a déclaré le pays en situation « *d'urgence et de catastrophe nationale* », incriminant la responsabilité conjointe du dérèglement climatique et d'El Niño, ce phénomène naturel qui, de manière périodique, provoque une hausse des températures et une diminution des pluies sur cette partie de l'Afrique australe. La moitié des récoltes de maïs, la céréale à la base de l'alimentation locale, est considérée comme perdue.

Zimbabwe

Au Zimbabwe, El Nino fait ressurgir le spectre de la faim

le : 24 Mar 2024 /goodplanet

Kanyemba (Zimbabwe) (AFP) – Normalement d'un vert vigoureux à cette époque de l'année, les champs de maïs de Ladias Konje restent tristement jaunis par la sécheresse: le phénomène climatique El Nino fait resurgir le spectre de la faim pour des millions de Zimbabweens.

«Nous devrions compter sur du maïs fraîchement récolté, des citrouilles et des arachides. Mais cette année rien ne pousse dans les champs», se désole l'agricultrice de 38 ans rencontrée dans le village de Kanyemba, dans le nord-est du pays.

Selon les Nations unies, plus de 13 millions de personnes en Afrique australe manquent de nourriture et ce nombre devrait augmenter dans les prochains mois à mesure que se feront sentir les conséquences de plusieurs mois de pluies insuffisantes.

Au Zimbabwe, les autorités ont exhorté la population à se serrer la ceinture: « Les familles ne doivent pas gaspiller. Elles doivent être prudentes et ne préparer que la nourriture nécessaire à chaque repas », a conseillé Leonard Munamati, à la tête de l'agence gouvernementale de conseil en développement agricole et rural.

Le président Emmerson Mnangagwa a promis qu'aucun Zimbabween ne mourrait de faim. Mais Ladias Konje raconte que déjà, comme beaucoup d'autres, ses enfants partent chaque matin pour l'école le ventre vide. La plantation de tabac, qui lui permet habituellement de gagner un peu d'argent, n'a pas non plus donné autant qu'escompté.

« Les familles dépendent de la cueillette de fruits sauvages », a alerté le député Tendai Nyabani, lors d'une visite à Kanyemba, bastion du parti ZANU-PF au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1980.

Certains en sont désormais réduits à faire de la farine à partir de semences traitées chimiquement et à l'origine uniquement destinées à être plantées, s'est désolé l'élus.

Zimbabwe: raid de la police dans le sanctuaire d'une secte chrétienne

27.03.2024 / cath.ch

La police du Zimbabwe a découvert seize tombes et libéré 251 enfants, essentiellement des mineurs, lors d'une opération dans le sanctuaire d'une secte chrétienne, Johanne Masowe Gore Jena Penyeranyika, au nord-ouest de Harare, la capitale.

Situé à Nyabira, dans la province du Mashonaland Ouest, le sanctuaire était baptisé «Canaan ». Les médias du pays rapportent que les sépultures sont celles de neuf adultes et de sept enfants. Ils ont été enterrés illégalement. Les décès n'ont pas été enregistrés au préalable auprès du Bureau du registraire général, conformément à la loi sur l'enregistrement des naissances et des décès. Les corps ont donc été inhumés sans autorisation. Quant aux enfants libérés, 246 ont moins de 18 ans. Ils n'ont pas d'extraits de naissance, et habitaient dans la ferme du sanctuaire, où ils étaient utilisés pour des travaux manuels.

[La police du Zimbabwe](#) a précisé dans un communiqué sur X que le gourou de la secte, Ishmael Chokurongerwa (56 ans), et plusieurs de ses proches collaborateurs âgés de 41 à 55 ans considérés comme suspects ont été arrêtés lors du raid.

Pas d'école publique

Pour les adeptes de cette secte, leur croyance ne vient pas des «Écritures saintes», mais directement de Dieu, qui leur donne des indications claires sur la manière dont ils pourront entrer au paradis. Ils interdisent ainsi à leurs enfants de suivre l'éducation publique, parce que les leçons apprises dans les écoles vont à l'encontre des préceptes divins.

Un parallèle est tiré par certains entre cette affaire et celle de la découverte en 2023, au Kenya, de plus de 400 corps dans une forêt à Shakahola, à l'est du pays. Ils appartenaient aussi à des membres d'une secte chrétienne, [«l'Église internationale de Bonne Nouvelle»](#). Son fondateur avait appelé à un jeûne extrême pour rencontrer Jésus et atteindre le paradis. Le gouvernement du Kenya a entamé ensuite la remise des 429 corps de ses fidèles à leurs familles. (cath.ch/ibr/lb)

OMAR, BUJUMBURA, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 1 avril 2024.